

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 27 NOVEMBRE 2024 A 14 h 00**

M. Marc BRIDOUX, Président de la Communauté de Communes du Ternois, souhaite la bienvenue aux Membres présents et remercie Mme Danielle VASSEUR Maire de Saint-Pol-sur-Ternoise, pour la mise à disposition de la salle des fêtes.

Tous les membres en exercice sont présents à l'exception de : M. André OLIVIER d'Anvin, M. Francis FAYE d'Aubrometz, M. Xavier COLIN de Blangerval-Blangermont, M. Cédric LECLERCQ d'Erin, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, M. Jean-François THERET, Mme Christine CHABE, Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Jean-Daniel CAPON de Herlin le Sec, M. Philippe DUCATEL de Hestrus, M. Sébastien BOCQUILLON de Humières, M. Jean-Noël FOURDINIER de Linzeux, M. Willy GALLET de Lisbourg, M. Bernard HELLEBOID de Marest, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoît HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, Mme Angélique TAVERNIER de Nédon, M. Eric ROUSSEL d'Oeuf en Ternois, M. Jérôme JOSSIEN de Pernes en Artois, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT, M. Maurice LOUF de Saint-Pol-sur-Ternoise, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Régis BEZU de Tollent.

EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 94 POUVOIRS : 12 VOTANTS : 106

Le quorum est atteint.

M. Christopher BEHARELLE, Maire de Bergueneuse est désigné en qualité de secrétaire de séance.

M. BRIDOUX tient à remercier la présence de la presse ainsi que les services de la trésorerie.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 10 OCTOBRE 2024

M. BRIDOUX soumet à l'approbation des membres le procès-verbal de la séance du conseil communautaire du 10 octobre 2024.

Les membres approuvent à l'unanimité ce procès-verbal.

INSTALLATION DE DEUX NOUVEAUX CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES SUPPLEANTS

Suite au décès de Mme Annick DUMONT, Conseillère Communautaire suppléante pour la Commune de Croix en Ternois, survenu le 15 juillet 2024, M. Cédric SOYEZ a été nommé 1^{er} adjoint, lors de la séance du Conseil Municipal du 14 octobre 2024. Par conséquent, M. le Président procède à l'installation de M. Cédric SOYEZ en qualité de Conseiller Communautaire suppléant pour la Commune de Croix en Ternois et lui souhaite la bienvenue au sein du Conseil Communautaire de TernoisCom.

Suite à la démission de Monsieur Gaston GENEVRIEZ, Conseiller Communautaire suppléant pour la Commune de Boyaval, en date du 30 août 2024, M. Georgy BETOURNE a été nommé 1^{er} adjoint, lors de la séance du Conseil Municipal du 28 octobre 2024. Par conséquent, M. le Président procède à l'installation de M. Georgy BETOURNE en tant que nouveau Conseiller Communautaire suppléant pour la Commune de Boyaval et lui souhaite la bienvenue au sein du Conseil Communautaire de TernoisCom.

MOTION DENONCANT LES COUPES BUDGETAIRES APPLICABLES AUX COLLECTIVITES

Suite à la demande de l'AMF 62 invitant les collectivités à se mobiliser contre le projet de loi de finances 2025 présenté par le 1^{er} Ministre, le Président de la Communauté de communes du Ternois a décidé de proposer à l'assemblée la présente motion.



Après la parution du rapport de la Cour des comptes le 2 octobre dernier sur les finances locales, rapport qui prescrit une « cure d'austérité sans précédent » pour les collectivités, le Premier Ministre a présenté le projet de loi de finances pour 2025, que l'on peut qualifier « d'historique ».

C'est en effet, un effort de 5 milliards d'euros qui est demandé aux collectivités, afin d'aider l'Etat à réduire son déficit public qui devrait encore se creuser cette année pour atteindre 6,1% du PIB, alors même que les collectivités ne représentent que 8% de la dette publique.

Une ponction sans précédent.

Un **nouveau coup porté à l'autonomie financière** des collectivités, alors qu'elles gèrent les projets au plus près des populations qui, à n'en pas douter, seront largement impactées par les mesures envisagées.

Sans ignorer la situation délicate des finances de notre pays, conscients des épreuves que la France a dû traverser ces dernières années : le mouvement des gilets jaunes, la pandémie du COVID-19, la guerre en Ukraine, entre autres...,

Nous, conseillers communautaires, exprimons notre vive inquiétude, notre incompréhension face aux économies demandées, sans concertation aucune, au moment où le Gouvernement parle de « partenariat de responsabilité » et de « lissage » avec les collectivités pour définir la nature de leur participation au redressement des finances publiques,

« Nous travaillerons avec les collectivités locales et certainement pas contre elles » a tenté de rassurer le ministre en charge du Budget et des Comptes publics.

Nous, conseillers communautaires, faisons le constat unanime que les mesures annoncées : **fonds de réserve, gel du dynamisme de progression de la TVA** alors même que cette ressource a vocation à compenser la disparition d'impôts locaux, dotations non indexées sur l'inflation, baisse du taux de **FCTVA**, révision des valeurs locatives, réforme de la **CVAE**, hausse du taux des cotisations CNRACL, baisse drastique du **fonds vert**, sans compter les **suppressions de postes** de fonctionnaires, mettront en difficulté voire même en péril les finances des collectivités déjà fortement touchées,

Nous, conseillers communautaires, sommes convaincus que l'Etat cherche à détourner l'attention des impérities budgétaires de l'Etat,

Nous, conseillers communautaires, déplorons que l'Etat tient responsable les collectivités de la dégradation des comptes publics,

Nous, conseillers communautaires, dénonçons les coupes budgétaires aux collectivités,

Nous, conseillers communautaires, sommes opposés à l'ampleur des efforts budgétaires demandés,

Nous, conseillers communautaires affirmons que les collectivités ne sont, en aucune manière, responsables du déficit de l'Etat.



Ce n'est pas en faisant porter le chapeau aux collectivités que cela arrangera les dépenses publiques, bien au contraire, quand on mesure la perte de recettes à intervenir du fait de moindres investissements, les collectivités étant le 1^{er} investisseur public...

La population mérite des **services publics de qualité**, que ce soit en milieu urbain mais aussi rural.

Au même titre que les maires, Présidents d'EPCI, représentants d'associations d'élus (AMF, AMRF, APVF, France urbaine),

Nous, conseillers communautaires, sommes convaincus que « seule la véritable décentralisation permettra de retrouver de la performance publique ».

Aussi, le Conseil communautaire, en sa séance du 27 novembre 2024 :

- demande au Premier Ministre et au Gouvernement de surseoir à l'équilibre du budget tel que proposé, en favorisant les recettes à travers une fiscalité plus juste et redistributive, en rétablissant l'autonomie financière ;
- plaide pour une Loi de finances des collectivités locales ;
- demande à l'Etat de tenir compte de la réalité des territoires dans la répartition des efforts budgétaires ;
- demande que les engagements financiers et les choix budgétaires nationaux tiennent compte des réalités de terrain et des difficultés spécifiques du territoire qui est le nôtre.

Il est demandé au Conseil communautaire d'approuver la motion telle que présentée.

Le Conseil Communautaire approuve cette motion à l'unanimité.

INTERVENTION DE BERANGERE DUHAMEL – DISPOSITIF A L'ACCOMPAGNEMENT A L'INSTALLATION DE COMMERCES EN MILIEU RURAL

Mme Béragère DUHAMEL, Manager du Pôle Développement économique et attractivité du territoire présente le nouveau dispositif d'accompagnement à l'installation de commerces en milieu rural.

Pour qui ?

- Communes et porteurs de projet privé avec l'appui de la Communauté de Communes
- Pour la commune : avoir délibéré en amont.

Pourquoi ?

Contexte

- Déclin de la « commercialité » en zone rurale OU le dernier commerce ne correspond plus aux besoins de 1^{ère} nécessité de la population.

Objectif

- Recréer ou créer du commerce de proximité au cœur des villages.
- Le projet doit s'inscrire en complémentarité avec l'offre commerciale à l'échelle de la zone de chalandise.
- Contribuer à l'attractivité du territoire
- Lutter contre les friches

Période de réalisation : 36 mois

Enveloppe dédiée : 12 millions d'Euros au niveau national

Quelle(s) aides pour quelle(s) dépenses ?

- COMMERCE SEDENTAIRE

Acquisition des locaux, travaux

Prise en charge : 50% limite de plafonnement à 50 000€

- COMMERCE AMBULANT

Minimum 4 passages/semaine dans les communes dépourvues de commerce.

Prise en charge : 50% - Limite de plafonnement à 20 000€

Aides supplémentaires :

- 5 000€ si un intérêt environnemental ou caractère innovant.
- 5 000€ pour des prestations d'accompagnement.

Procédure de sélection des projets :

- 1) Instruction des dossiers de candidature par la Préfecture du Pas-de-Calais
classement 1: dossier prioritaire

classement 2: dossier éligible
classement 3: dossier éligible avec réserves

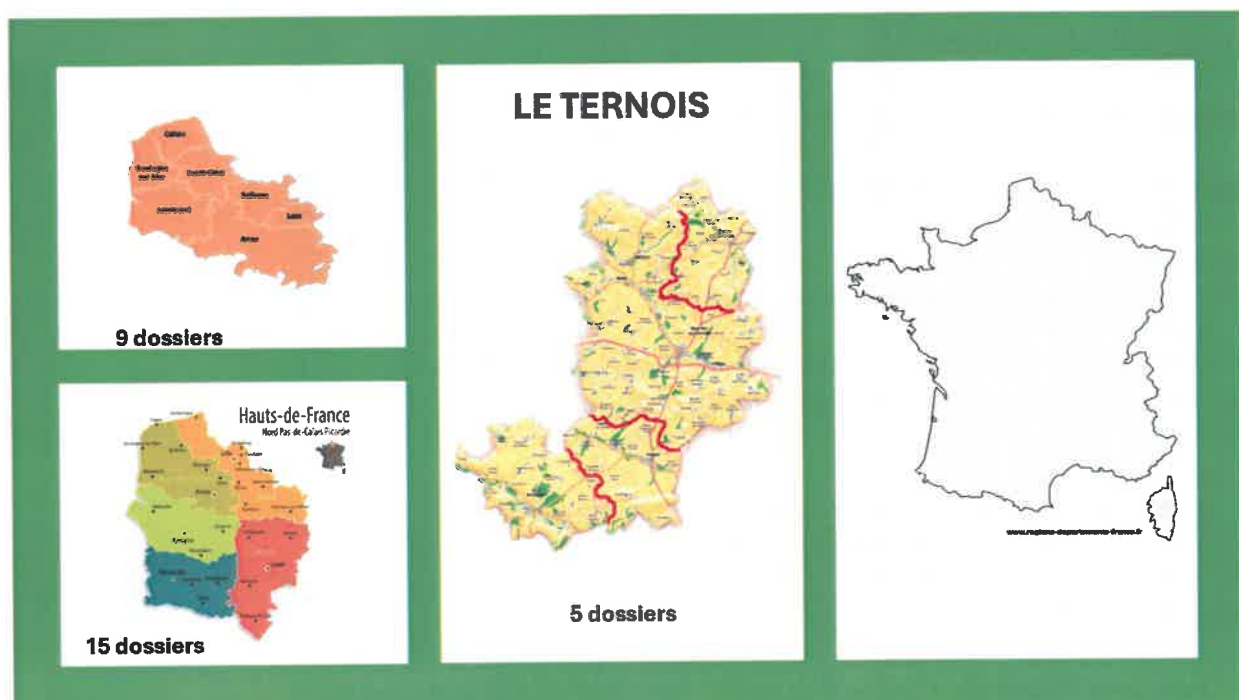
- 2) Transmission du dossier à l'ANCT
- 3) Présentation du dossier au comité technique
- 4) Retour de la Préfecture au service Dev Eco et porteur de projet.

Conventionnement et modalités de versement des subventions :

- 1) Signature de la convention de subventionnement
- 2) Versement d'un acompte de 50%
- 3) Versement du solde à l'achèvement du programme

Un projet?

07 57 00 25 29



A la demande de M. Damien MONTEL, Maire d'Averdoingt, Bérangère DUHAMEL présente les cinq dossiers du territoire, à savoir :

- Epicerie de proximité sur Pernes (cœur de ville) ;
- Bar-multi services à Heuchin ;
- Restaurant routier « Les amis de la route » à Humières (Dossier clôturé) ;
- Réouverture d'un bistrot multi-services à Noeux les Auxi (Porteur de projet et commune : soit 2 dossiers)

Mme Angélique PERRIN, Maire d'Heuchin souhaite revenir sur le dossier relatif au bar-multi services à Heuchin et souligne les retours positifs au sujet de l'accompagnement sur le projet : efficacité, rapidité et disponibilité. Il revient aux élus de promouvoir notre ruralité et d'orienter les porteurs de projets vers TernoisCom.

M. Daniel MELIN fait part de son témoignage sur la réouverture d'un bistrot multi-services à Noeux les Auxi. Les aides sont importantes et cumulables avec d'autres (notamment les aides régionales) qui ne sont pas à négliger. Il tient à souligner l'écoute attentive du service Développement économique pour accompagner les porteurs de projets.

Suite à une demande de M. Jean-Marie CRETEL, Maire de Ligny Saint Flochel, Bérangère DUHAMEL indique qu'il n'y a pas de montant minimum par projet, dans le cadre de ce dispositif, sachant que l'intervention s'établit à 50% avec un plafond.

DELIBERATION PORTANT SUR LES FRAIS D'ETUDE ET D'INSERTION – REGULARISATIONS D'ECRITURES COMPTABLES (OPERATIONS PATRIMONIALES) – BUDGET PRINCIPAL

A la demande du Président, M. Olivier ROGEE, Directeur Général Adjoint indique que conformément à l'instruction budgétaire et comptable M.57, les frais d'études engagés en vue de la réalisation d'investissement sont imputés au compte 2031. Ils sont virés à la subdivision intéressée du compte d'immobilisation en cours (compte 23) lors du lancement des travaux par **opération d'ordre budgétaire** (chapitre 041), voire au compte d'imputation définitive (compte 21) si les travaux sont achevés dans l'année.

S'agissant des frais de publication et d'insertion des appels d'offres engagés dans le cadre de la passation des marchés publics, ils sont imputés au compte 2033. Lors du lancement des travaux, ces frais sont transférés, par **opération d'ordre budgétaire** (chapitre 041), à la subdivision intéressée, soit au compte 23 pour les immobilisations en cours, soit directement au compte définitif 21 si les travaux sont terminés au cours du même exercice.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57 ;

Vu le règlement budgétaire et financier ;

Vu les crédits inscrits au budget primitif 2024 (chapitre 041) du budget principal ;

Considérant que des frais d'études et d'insertion des exercices antérieurs n'ont pas fait l'objet d'un virement aux comptes 21 ou 23, au titre des opérations patrimoniales ;

Considérant qu'il convient de procéder aux régularisations comptables de ces frais d'études et d'insertion afin d'améliorer la qualité des comptes et répondre ainsi aux exigences réglementaires ;

Considérant que ces opérations patrimoniales se traduisent par un débit aux comptes 21 ou 23 et par un crédit aux comptes 2031- 2033 du budget principal ;

Considérant qu'il convient d'abonder les crédits nécessaires au chapitre globalisé d'ordre (041), tant en dépenses qu'en recettes d'investissement pour permettre l'intégration des frais d'études et d'insertion ;

Considérant que les écritures qui retracent les opérations patrimoniales (chapitre 041) n'affectent pas les équilibres budgétaires ;

Considérant que le détail des mouvements des crédits est présenté dans les tableaux joints en annexe à la présente décision modificative ;

Vu l'avis des membres du bureau, en sa séance du 19 novembre 2024 ;

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'adopter la présente décision modificative du budget principal ;
- d'abonder les crédits inscrits au chapitre 041 du budget principal, pour un montant total de 302 000€, permettant de procéder aux opérations patrimoniales, selon la ventilation suivante :

		Budget primitif	DM		après DM
			article	montant	
chapitre 041 - Opérations Patrimoniales	Dépenses d'investissement	181 500 €	2128	65 000 €	483 500 €
			21318	201 000 €	
			2181	32 000 €	
			2318	4 000 €	
	Total	181 500 €		302 000 €	483 500 €
	Recettes d'investissement	181 500 €	2031	298 000 €	483 500 €
			2033	4 000 €	
	Total	181 500 €		302 000 €	483 500 €

- d'autoriser le Président à procéder aux écritures liées aux opérations patrimoniales ;
- d'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération et nécessaire à son exécution.

DELIBERATION RELATIVE AU BUDGET ANNEXE COLLECTE TRI TRAITEMENT – FIXATION DU COEFFICIENT D'AJUSTEMENT TVA 2024

A la demande du Président, M. ROGEE présente le projet de délibération. Il précise le contexte de son élaboration.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général des Impôts (CGI) ;

Vu l'article n° 256B du CGI qui dispose que les collectivités locales ne sont pas assujetties à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) pour l'activité de leurs services administratifs, sociaux et culturels, lorsque leur non-assujettissement n'entraîne pas de distorsion de concurrence ;

Considérant que le budget annexe « Collecte Tri Traitement » est financé par la TEOM et par la redevance spéciale et qu'à ce titre, il est réputé hors champ d'application de la TVA ;

Considérant que ce budget annexe est néanmoins assujetti partiellement à la TVA ;

Considérant que dans le cadre de cet assujettissement partiel, il convient d'utiliser un coefficient d'ajustement ;

Considérant que le coefficient de l'année N est déterminé de façon provisoire, puis fait l'objet d'une régularisation en N+1 ;

Considérant que le coefficient d'ajustement, au titre de l'exercice 2024, s'établit en référence au Compte Administratif 2023, selon la formule suivante :

Article 7013 (vente de produits résiduels)

Total des chapitres : 70 (produits des services, du domaine et ventes divers) + 74 (Dotations et participations) + 75 (autres produits de gestion courante)

Soit pour 2024 :

7013 (278 092.69 €)

70 (684 627.88 €) + 74 (4 717 727.03 €) + 75 (1.40 €)

=

5.15 %

Taux arrondi à 5%

M. le Président propose d'approuver le coefficient d'ajustement de la TVA pour l'exercice 2024 à 5 %, tel que présenté ci-dessus. Il indique qu'une demande de rescrit fiscal est envisagée sur ce dossier, en collaboration avec les services de la Perception.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- de fixer le coefficient d'ajustement de la TVA 2024 à 5% pour le budget annexe « Collecte Tri Traitement ;
- d'autoriser le Président à signer tous documents et pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération

DELIBERATION RELATIVE AU BUDGET PRINCIPAL – AUTORISATION DE PROGRAMME (AP) POUR L'OPERATION « TIERS-LIEU CULTUREL DE SAINT-POL-SUR-TERNOISE » - MODIFICATION DE L'ECHEANCIER DES CREDITS DE PAIEMENT 2024 – MISE A JOUR

A la demande du Président, M. ROGEE présente le projet de délibération.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2311- 3 et R 2311-9 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57 ;

Vu le règlement budgétaire et financier et notamment les dispositions permettant de déroger au principe de l'annualité budgétaire par la mise en place d'une AP-CP ;

Vu la délibération n° 10 du 9 avril 2024 par laquelle le Conseil communautaire a approuvé la création d'une AP-CP d'un montant global de 5 000 000€ pour l'opération « tiers lieu culturel de Saint-Pol-Sur-Ternoise » et accepté l'ouverture de crédits de paiement (CP) et leur répartition 2024-2026 ;

Considérant que les marchés de travaux (15 lots) ont été notifiés le 28 octobre 2024 ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour l'échéancier des crédits de paiement, afin de tenir compte de la nouvelle planification de la phase travaux et de l'état d'avancement de l'opération projetée ;

Considérant que les CP initialement prévus et votés au titre de l'exercice 2024 doivent être ajustés dans leur montant, selon les modalités prévues au tableau ci-après ;

Vu l'avis des membres du bureau, en sa séance du 29 octobre 2024 ;

M. le Président demande aux Membres du Conseil communautaire :

- d'accepter la mise à jour de l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement (CP), selon le tableau ci-après ;

BUDGET :	Budget principal
Désignation :	Tiers-lieu de St Pol
N° AP/CP	n°1
N° opération :	933
Gestionnaire de crédits :	Pôle culture
Délibération du 9 avril 2024	
Montant global de l'AP (TTC)	Initial 2024 5 000 000 €
Création	non
Modification échancier des CP	oui
N° de la modification	1

Montant de l'AP			Montant des CP (échancier)								
Montant AP au 1er janvier	révision de l'exercice	Montant AP après révision	CP 2024 voté au BP	révision de l'exercice	Montant CP 2024 après révision	CP prévisionnel 2025	révision de l'exercice	Montant CP 2025 après révision	CP prévisionnel 2026	révision de l'exercice	Montant CP 2026 après révision
5 000 000	-	5 000 000	1 500 000	- 1 000 000	500 000	3 000 000	1 000 000	4 000 000	500 000	-	500 000

- d'arrêter la nouvelle répartition des CP, selon la nouvelle ventilation suivante :

Montant de l'AP (sans modification) : 5 000 000€

- CP 2024 : 500 000€
- CP 2025 : 4 000 000€
- CP 2026 : 500 000€

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'accepter la mise à jour de l'échancier prévisionnel des crédits de paiement (CP), selon le tableau ci-dessus.
- d'arrêter la nouvelle répartition des CP, selon la nouvelle ventilation suivante :

Montant de l'AP (sans modification) : 5 000 000€

- CP 2024 : 500 000€
- CP 2025 : 4 000 000€
- CP 2026 : 500 000€

- d'autoriser le report automatique des CP non utilisés en fin d'exercice, sur l'exercice n+2, sans que le montant global de l'AP-CP ne puisse être modifié.

Le Président précise qu'outre les financements attendus du Département, de la DRAC dont 800 000€ ont été versés au titre de 2024, du fonds vert et LEADER, le financement de l'opération sera assuré par l'autofinancement, le FCTVA et l'emprunt.

Une demande de financement au titre de la DSIL est également prévue en 2025.

Le Conseil Communautaire autorise le Président à signer l'ensemble des documents se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT DECISION MODIFICATIVE N°1 – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – REGULARISATIONS D'ECRITURES

A la demande du Président, M. ROGEE présente le projet de délibération et le contexte de son élaboration. Le Président précise que ces régularisations sont rendues nécessaires pour le passage en CFU, à intervenir en 2025.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M.49 applicable au budget annexe assainissement non collectif ;

Vu les résultats de clôture des exercices précédents ;

Vu les résultats constatés au compte administratifs 2023 ;

Vu les crédits inscrits au budget primitif 2024 ;

Considérant que l'analyse des comptes fait ressortir des écarts entre les résultats du compte administratif et ceux du compte de gestion produit par le comptable public ;

Considérant que ces différences de résultats proviennent essentiellement de la fusion ;

Considérant que les écritures du compte administratif doivent être en tous points conformes avec celles du compte de gestion établi par le comptable public ;

Considérant qu'il convient de rétablir les écritures antérieures ;

Considérant qu'il convient de rectifier la reprise des excédents antérieurs reportés, tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément au tableau ci-après ;

Considérant que l'équilibre de la présente décision modificative s'établit comme suit :

Section de fonctionnement				
Compte	Libellé	Dépenses	Recettes	Explications
002	Résultat reporté	-	- 5 481,56	Correction résultats (AC)
778	Autres produits exceptionnels	-	5 481,56	Opérations d'exercice
TOTAL FONCTIONNEMENT		-	-	

Section d'investissement				
Compte	Libellé	Dépenses	Recettes	Explications
001	Solde d'exécution reporté		1 000,00	Transfert ANC (2017)
2188	Immobilisations corporelles	1 000,00		Equilibre DM
TOTAL INVESTISSEMENT		1 000,00	1 000,00	

M. ROGEE précise que les modifications telles que proposées portent respectivement les résultats comme suit :

- 002 (recette de fonctionnement) à **1 812,63 €** en lieu et place de 7 294,19€
- 001 (recette d'investissement) à **2 250,21€** en lieu et place de 1 250,21€

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'adopter la présente décision modificative du budget annexe assainissement non collectif, telle que présentée ci-dessus ;
- d'autoriser le Président à procéder aux virements de crédits ;
- d'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT DECISION MODIFICATIVE N°3 – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF – REGULARISATIONS D'ECRITURES

A la demande du Président, M. ROGEE présente le projet de délibération soumis à l'approbation des membres du conseil communautaire.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M.49 applicable au budget annexe assainissement collectif ;

Vu les résultats de clôture des exercices précédents ;

Vu les résultats constatés au compte administratifs 2023 ;

Vu les crédits inscrits au budget primitif 2024 ;

Vu la délibération n°13 en date du 12 juin 2024 portant adoption de la décision modificative n°1 du budget annexe assainissement collectif ;

Considérant que l'analyse des comptes fait ressortir des écarts entre les résultats du compte administratif et ceux du compte de gestion produit par le comptable public ;

Considérant que ces différences de résultats proviennent essentiellement de la fusion ;

Considérant que les écritures du compte administratif doivent être en tous points conformes avec celles du compte de gestion établi par le comptable public ;

Considérant qu'il convient de rétablir les écritures antérieures,

Considérant qu'il convient de rectifier la reprise des excédents antérieurs reportés, tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément au tableau ci-après ;

Considérant que l'équilibre de la présente décision modificative s'établit comme suit :

Section de fonctionnement				
Compte	Libellé	Dépenses	Recettes	Explications
002	Résultat reporté		4 312,43	Régularisations ex 2018
002	Résultat reporté		82 419,19	Transfert AC communes Frévent, Fortel et Bonnières
002	Résultat reporté		5 481,56	Correction résultats (SPANC)
678	Autres charges exceptionnelles	5 481,56		Opérations exercice
023	Virement à la section d'inv.	86 731,62		Equilibre de la DM
TOTAL FONCTIONNEMENT		92 213,18	92 213,18	

Section d'investissement				
Compte	Libellé	Dépenses	Recettes	Explications
001	Solde d'exécution reporté		- 1 000,00	Transfert ANC (2017)
001	Solde d'exécution reporté		- 4 312,43	Régularisations ex 2018
001	Solde d'exécution reporté		- 6 988,11	Transfert AC communes Frévent, Fortel et Bonnières
001	Solde d'exécution reporté		-105 103,43	Transfert AC Croix
021	Virement de la section de fonct.		86 731,62	Equilibre DM
21532 (op 800)	Immobilisations corporelles (travaux réseau assainissement Pernois)	- 30 672,35		Equilibre DM
TOTAL INVESTISSEMENT		- 30 672,35	- 30 672,35	

Il est précisé que les modifications telles que proposées portent respectivement les résultats comme suit :

- 002 (recette de fonctionnement) à **724 820,24€** en lieu et place de 632 607,06€
- 001 (recette d'investissement) à **521 730,43€** en lieu et place de 639 134,40€

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'adopter la présente décision modificative du budget annexe assainissement collectif, telle que présentée ci-dessus ;
- d'autoriser le Président à procéder aux virements de crédits ;
- d'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT DECISION MODIFICATIVE – BUDGET PRINCIPAL

A la demande du Président, M. ROGEE présente le projet de délibération. Il est précisé que la décision modificative porte essentiellement sur un virement de crédits de 350 000,00 € (Dépenses initialement prévues en section d'investissement à imputer en fonctionnement) : Travaux d'entretien, de curage et de restauration d'ouvrages.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable au budget principal ;

Vu la délibération n°17 du 09 avril 2024 adoptant le budget primitif 2024 ;

Considérant que depuis lors, des situations nouvelles se sont fait jour, en dépenses et recettes, pour des opérations réelles ou d'ordre budgétaires ;

Considérant que ces situations nécessitent d'apporter des modifications aux montants des crédits autorisés et votés, tout en respectant les équilibres du budget ;

Vu l'avis des membres du bureau en date du 19 novembre 2024 ;

Il est demandé au Conseil communautaire d'autoriser les virements de crédits tels que proposés ci-après :

SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Chapitre	Article	Libellé	Dépenses	Recettes	Commentaires
011	60613	Chauffage urbain	35 000		Abondement de crédits (gaz)
	61521	Terrains	350 000		Travaux prévus initialement en investissement
	617	Etudes et recherches	22 500		Etude ZAER initialement prévue en investissement
	617	Etudes et recherches	17 500		Contrat Territorial de Lecture (étude au 2031)
	617	Etudes et recherches	7 500		Abondement de crédits (communication)
	6228	Divers	17 500		Régularisation facture n-1
012	64112	Supplément familial	-40 000		Réimputation budgétaire
	64113	NBI	40 000		Réimputation budgétaire
65	65811	Droits d'utilisation - informatique	15 000		Abondement de crédits (admin générale)
	65748	Subventions	2 700		Subv complémentaire Amicale (délit du 10/10/24)
68	6817	Dotations aux dépréciations	415		Dotation aux provisions (M57)
014	7391118	Atténuations de produits	20 000		Dégrèvement Gémapi
023		Virement SI	-350 000		virement à la section d'investissement
74	74718	Autres dotations et participations		80 000	Maisons France Service
	74773	Participation FEADER		25 000	
	747888	Autres participations		33 115	Relais petite enfance
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			138 115	138 115	

SECTION D'INVESTISSEMENT					
Chapitre	Article	Libellé	Dépenses	Recettes	Commentaires
45	45812021	Hôtel de formation	60 000		Abondement de crédits
901	2188	Autres	-60 000		Ajustement de crédits
911	2318	Autres immob corporelles	-350 000		Dépenses réimputées en fonctionnement
021		Virement SF		-350 000	Virement de la section de fonctionnement
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT			-350 000	-350 000	

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'adopter la présente décision modificative du budget principal ;
- d'autoriser le Président à effectuer les virements de crédits tels que proposés.

Par ailleurs, en 2023, la Communauté de Communes du Ternois a signé un contrat avec la Société JIGSAW.

Ce contrat avait pour but de définir une politique communautaire et sa mise en œuvre dans le domaine de la lecture publique, à l'échelle du territoire de la Communauté de Communes, en vue de la mise en place d'un Contrat Territorial de Lecture.

La prestation avait été enregistrée à l'article 2031 « frais d'études et de recherches » en investissement alors qu'elle aurait dû être inscrite à l'article 617.

Des acomptes ont été réglés en 2023 et en 2024.

S'agissant de l'année 2024, les modifications apportées ont été réalisées à l'aide d'un certificat administratif adressé au comptable public.

S'agissant de l'exercice 2023, le Conseil Communautaire :

- adopte la présente décision modificative ;
- autorise le comptable public à procéder à la régularisation des écritures 2023, selon les modalités fixées au tableau ci-après, en mouvementant le compte 1068 ;

Correction d'erreur en 2023 - dépenses imputées en investissement			
au lieu du fonctionnement			
Article	Débit	Crédit	n°inventaire
2031		18 210,00 €	202353-2031
opération 933		9 120,00 €	202353-2031
		6 930,00 €	202353-2031
Total		34 260,00 €	
1068	18 210,00 €		
	9 120,00 €		
	6 930,00 €		
Total	34 260,00 €		

DELIBERATION PORTANT DECISIONS MODIFICATIVES – BUDGETS ANNEXES ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET COLLECTE TRI TRAITEMENT

A la demande du Président, M. ROGEE présente le projet de délibération soumis à l'approbation des membres du conseil communautaire.

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49 applicable au budget annexe Assainissement Collectif ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable au budget annexe Collecte Tri Traitement ;

Vu les délibérations du 09 avril 2024 adoptant les budgets primitifs 2024 desdits budgets annexes ;

Considérant que depuis lors, des situations nouvelles se sont fait jour, en dépenses et recettes, pour des opérations réelles ;

Considérant que ces situations nécessitent d'apporter des modifications aux montants des crédits autorisés et votés, tout en respectant les équilibres des budgets considérés ;

Vu l'avis des membres du bureau en date du 19 novembre 2024 ;

Il est demandé au Conseil communautaire d'autoriser les virements de crédits tels que présentés ci-après et d'adopter les présentes décisions modificatives des budgets annexes susvisés :

Budget annexe Assainissement collectif					
SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Chapitre	Article	Libellé	Dépenses	Recettes	Commentaires
022		Dépenses imprévues	1 000		
011	6288	Autres charges	- 1 000		
Total de la section			-		
SECTION D'INVESTISSEMENT					
Chapitre	Article	Libellé	Dépenses	Recettes	Commentaires
020		Dépenses imprévues	1 000		
Opération 800	21532	Réseaux d'assainissement	- 1 000		
Total de la section			-		

Budget annexe Collecte Tri traitement					
SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Chapitre	Article	Libellé	Dépenses	Recettes	Commentaires
011	60621	Combustibles	1 000		Abondement de crédits
	615232	Réseaux	5 000		Abondement de crédits
	61551	Matériel roulant	17 000		Abondement de crédits
68	6817	Dotations aux dépréciations	834		Dotation aux provisions (M57)
012	64112	Supplément familial	- 5 000		Réimputation budgétaire
	64113	NBI	5 000		Réimputation budgétaire
	64132	Supplément familial	4 800		Réimputation budgétaire
	64168	Autres emplois aidés	- 4 800		Réimputation budgétaire
013	6419	remb sur rémunérations		23 834	
Total de la section			23 834	23 834	

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'adopter les présentes décisions modificatives des budgets annexes susvisés, telles que présentées ;
- d'autoriser le Président à effectuer les virements de crédits tels que proposés ;
- d'autoriser le Président à signer tous documents et pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION RELATIVE AU BUDGET PRINCIPAL - EXECUTION DES DEPENSES AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025

A la demande du Président, M. ROGEE présente le projet de délibération. Il rappelle les dépenses à prendre en compte et souligne qu'en l'absence de délibération, la Communauté de Communes ne pourrait pas signer des devis début 2025, ni payer des factures engagées en 2025, en investissement, avant le vote du budget. Les crédits ouverts par délibération du ¼ sont une autorisation maximale de dépenses pouvant être engagées en 2025.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L.1612-1 qui prévoit que « jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »,

Considérant qu'il est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement des services, d'engager, liquider et mandater une partie des dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif de l'année 2025, après autorisation du Conseil Communautaire,

Considérant qu'il y a lieu de reprendre des crédits uniquement sur certaines opérations du budget principal,

Considérant que les dépenses d'investissement inscrites au Budget Primitif et aux décisions modificatives 2024 s'établissent, selon la répartition ci-après,

Il est demandé au Conseil communautaire d'autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2025, dans la limite du quart des crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2024, comme suit :

Chapitres ou Opérations	Crédits votés en 2024 (BP + DM + RAR 2023)	Restes à réaliser (RAR 2023)	Montant à prendre en compte (BP et DM - RAR)	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée au titre de l'article L.1612-1 du CGCT
OPFI - Hôtel de la formation	1 134 816,56 €	1 024 816,76 €	109 999,80 €	27 499,95 €
901 Action Economique	587 887,20 €	119 087,20 €	468 800,00 €	117 200,00 €
903 Maison des Services	66 060,80 €	16 060,80 €	50 000,00 €	12 500,00 €
904 Administration Générale	391 221,92 €	78 851,92 €	312 370,00 €	78 092,50 €
906 Services Techniques	217 200,00 €	- €	217 200,00 €	54 300,00 €
907 Petite Enfance	32 927,18 €	13 577,18 €	19 350,00 €	4 837,50 €
908 Jeunesse	24 480,00 €	- €	24 480,00 €	6 120,00 €
910 Repas à domicile	50 000,00 €	- €	50 000,00 €	12 500,00 €
911 Environnement	568 845,69 €	168 645,69 €	400 200,00 €	100 050,00 €
912 Tourisme	20 000,00 €	- €	20 000,00 €	5 000,00 €
914 Urbanisme	454 319,93 €	372 819,93 €	81 500,00 €	20 375,00 €
916 Piscine	1 649 605,79 €	399 605,79 €	1 250 000,00 €	312 500,00 €
917 Très Haut Débit	63 000,00 €	- €	63 000,00 €	15 750,00 €
918 Espaces Publics Numériques	36 800,00 €	- €	36 800,00 €	9 200,00 €
919 Donjon de Bours	590 028,15 €	26 028,15 €	564 000,00 €	141 000,00 €
920 Ecole de Musique Intercommunale	183 944,59 €	79 384,59 €	104 560,00 €	26 140,00 €
921 Sécurité Prévention Délinquance	199 247,99 €	167 247,99 €	32 000,00 €	8 000,00 €
923 Culture	27 400,00 €	- €	27 400,00 €	6 850,00 €
924 Salle de sport Frévent	2 228 139,03 €	2 028 139,03 €	200 000,00 €	50 000,00 €
925 Agences Temois Com	226 205,77 €	176 205,77 €	50 000,00 €	12 500,00 €
927 Médiathèques	51 774,02 €	1 424,02 €	50 350,00 €	12 587,50 €
935 Aménagement de la RD 916	30 000,00 €	- €	30 000,00 €	7 500,00 €
936 Mobilité	10 000,00 €	- €	10 000,00 €	2 500,00 €
TOTAL	8 843 904,62 €	4 671 894,82 €	4 172 009,80 €	1 043 002,45 €

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2025, dans la limite du quart des crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2024 et pour les opérations reprises ci-dessus ;
- d'inscrire les crédits au budget 2025 lors de son adoption ;
- d'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION RELATIVE AU BUDGET ANNEXE MAISON DE SANTE LES VERTES COLLINES – EXECUTION DES DEPENSES AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025

A la demande du Président, M. ROGEE présente le projet de délibération.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L.1612-1 qui prévoit que « jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »,

Considérant qu'il est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement des services, d'engager, liquider et mandater une partie des dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif de l'année 2025, après autorisation du Conseil Communautaire,

Considérant qu'il y a lieu de reprendre les crédits du chapitre 21 du budget annexe MSP les vertes collines,

Considérant que les dépenses d'investissement inscrites au Budget Primitif et aux décisions modificatives 2024 s'établissent, selon la répartition ci-après.

Il est demandé au Conseil communautaire d'autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2025, dans la limite du quart des crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2024 comme suit :

Chapitres ou Opérations	Crédits votés en 2024 (BP + DM + RAR)	Restes à réaliser (RAR 2023)	Montant à prendre en compte (BP + DM - RAR)	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée au titre de l'article L.1612-1 du CGCT
21 - immobilisations corporelles	12 000,00 €	- €	12 000,00 €	3 000,00 €
TOTAL	12 000,00 €	- €	12 000,00 €	3 000,00 €

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2025, dans la limite du quart des crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2024, comme présenté ci-dessus ;
- d'inscrire les crédits au budget 2025 lors de son adoption ;
- d'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION RELATIVE AU BUDGET ANNEXE MAISON DE SANTE LEONARD DE VINCI – EXECUTION DES DEPENSES AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025

A la demande du Président, M. ROGEE présente le projet de délibération soumis à l'approbation des membres du conseil communautaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L.1612-1 qui prévoit que « jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »,

Considérant qu'il est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement des services, d'engager, liquider et mandater une partie des dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif de l'année 2025, après autorisation du Conseil Communautaire,

Considérant qu'il y a lieu de reprendre les crédits du chapitre 21 du budget annexe MSP Léonard de Vinci,

Considérant que les dépenses d'investissement inscrites au Budget Primitif et aux décisions modificatives 2024 s'établissent, selon la répartition ci-après.

Il est demandé au Conseil communautaire d'autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2025, dans la limite du quart des crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2024 comme suit :

Chapitres ou Opérations	Crédits votés en 2024 (BP + DM + RAR)	Restes à réaliser (RAR 2023)	Montant à prendre en compte (BP + DM - RAR)	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée au titre de l'article L.1612-1 du CGCT
21 - immobilisations corporelles	22 000,00 €	- €	22 000,00 €	5 500,00 €
TOTAL	22 000,00 €	- €	22 000,00 €	5 500,00 €

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2025, dans la limite du quart des crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2024, comme présenté ci-dessus ;
- d'inscrire les crédits au budget 2025 lors de son adoption ;
- d'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION RELATIVE AU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF – EXECUTION DES DEPENSES AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025

A la demande du Président, M. ROGEE présente le projet de délibération soumis à l'approbation des membres du conseil communautaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L.1612-1 qui prévoit que « jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »,

Considérant qu'il est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement des services, d'engager, liquider et mandater une partie des dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif de l'année 2025, après autorisation du Conseil Communautaire,

Considérant qu'il y a lieu de reprendre des crédits uniquement sur certaines opérations du budget annexe assainissement collectif,

Considérant que les dépenses d'investissement inscrites au Budget Primitif et aux décisions modificatives 2024 s'établissent, selon la répartition ci-après.

Il est demandé au Conseil communautaire d'autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2025, dans la limite du quart des crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2024 et pour les opérations reprises ci-dessous :

Chapitres ou Opérations	Crédits votés en 2024 (BP + DM + RAR)	Restes à réaliser (RAR 2023)	Montant à prendre en compte (BP + DM - RAR)	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée au titre de l'article L.1612-1 du CGCT
800 Travaux dans le Pernois	627 570,65 €	17 578,00 €	609 992,65 €	152 498,16 €
806 Branchements pour particuliers	80 601,49 €	10 601,49 €	70 000,00 €	17 500,00 €
807 Travaux sur St Pol	11 040,00 €	5 840,00 €	5 200,00 €	1 300,00 €
809 Travaux sur Nuncq Hautecote	397 806,03 €	28 806,03 €	369 000,00 €	92 250,00 €
810 Travaux sur Bonnières	17 500,00 €	- €	17 500,00 €	4 375,00 €
812 Travaux sur Boubers sur Canche	43 236,30 €	13 236,30 €	30 000,00 €	7 500,00 €
814 Travaux sur Croisette	80 075,00 €	- €	80 075,00 €	20 018,75 €
817 Travaux sur Conchy sur Canche	5 300,00 €	- €	5 300,00 €	1 325,00 €
TOTAL	1 263 129,47 €	76 061,82 €	1 187 067,65 €	296 766,91 €

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2025, dans la limite du quart des crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2024 et pour les opérations comme présentées ci-dessus ;
- d'inscrire les crédits au budget 2025 lors de son adoption ;
- d'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION RELATIVE AU BUDGET ANNEXE COMMERCE DE FLORINGHEM - EXECUTION DES DEPENSES AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025

A la demande du Président, M. ROGEE présente le projet de délibération soumis à l'approbation des membres du conseil communautaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L.1612-1 qui prévoit que « jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »,

Considérant qu'il est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement des services, d'engager, liquider et mandater une partie des dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif de l'année 2025, après autorisation du Conseil Communautaire,

Considérant qu'il y a lieu de reprendre les crédits du chapitre 21 du budget annexe Commerce de Floringhem,

Considérant que les dépenses d'investissement inscrites au Budget Primitif et aux décisions modificatives 2024 s'établissent, selon la répartition ci-après.

Il est demandé au Conseil communautaire d'autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2025, dans la limite du quart des crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2024 comme suit :

Chapitres ou Opérations	Crédits votés en 2024 (BP + DM + RAR)	Restes à réaliser (RAR 2023)	Montant à prendre en compte (BP + DM - RAR)	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée au titre de l'article L.1612-1 du CGCT
21 - immobilisations corporelles	15 000,00 €	- €	15 000,00 €	3 750,00 €
TOTAL	15 000,00 €	- €	15 000,00 €	3 750,00 €

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2025, dans la limite du quart des crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2024, comme présenté ci-dessus ;
- d'inscrire les crédits au budget 2025 lors de son adoption ;
- d'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION RELATIVE AU BUDGET ANNEXE COLLECTE TRI TRAITEMENT - EXECUTION DES DEPENSES AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025

A la demande du Président, M. ROGEE présente le projet de délibération soumis à l'approbation des membres du conseil communautaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L.1612-1 qui prévoit que « jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »,

Considérant qu'il est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement des services, d'engager, liquider et mandater une partie des dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif de l'année 2025, après autorisation du Conseil Communautaire,

Considérant qu'il y a lieu de reprendre les crédits des chapitres 21 et 23 du budget annexe collecte, tri, traitement ;

Considérant que les dépenses d'investissement inscrites au Budget Primitif et aux décisions modificatives 2024 s'établissent, selon la répartition ci-après.

Il est demandé au Conseil communautaire d'autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2025, dans la limite du quart des crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2024 comme suit :

Chapitres ou Opérations	Crédits votés en 2024 (BP + DM + RAR)	Restes à réaliser (RAR 2023)	Montant à prendre en compte (BP + DM - RAR)	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée au titre de l'article L.1612-1 du CGCT
Chapitre 21 - Immobilisations corporelles	726 200,00 €	603 600,00 €	122 600,00 €	30 650,00 €
Chapitre 23 - Immobilisations en cours	188 200,00 €	- €	188 200,00 €	47 050,00 €
TOTAL	914 400,00 €	603 600,00 €	310 800,00 €	77 700,00 €

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2025, dans la limite du quart des crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2024, comme présenté ci-dessus ;
- d'inscrire les crédits au budget 2025 lors de son adoption ;
- d'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LE CHOIX DU MODE DE DEVOLUTION POUR LA GESTION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le Président présente le projet de délibération et le contexte de son élaboration.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R.1411-1 et suivants du code Général des collectivités territoriales ;

Vu les dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique relatives aux contrats de concession et notamment ses articles L. 3100-1 et suivants ;

Vu les dispositions du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique relatives aux contrats de concession et notamment ses articles R. 3111-1 et suivants ;

Vu le rapport annexé à la présente délibération présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur exploitant du service public d'assainissement collectif, transmis aux membres de l'assemblée le 20 novembre 2024 et établi en application de l'article L.1411-4 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Ternois ;

Vu l'avis des membres du bureau, en sa séance du 19 novembre 2024 ;

Considérant que la Communauté de communes du Ternois exerce actuellement la compétence assainissement collectif via un contrat de délégation de service public (DSP) confié à la Société Véolia ;

Considérant que le contrat de délégation de service public arrive à échéance le 31 décembre 2025 ;

Considérant que la Communauté de communes a engagé une réflexion sur la gouvernance et le mode de gestion afin d'assurer la continuité de service public au 1^{er} janvier 2026 ;

Considérant que le rapport joint en annexe a pour objectif d'éclairer la collectivité sur le choix du mode de gestion du service public de l'assainissement collectif ;

Considérant que l'exploitation du service nécessite des compétences et savoir-faire spécifiques d'une grande technicité que ce soit pour l'exploitation des ouvrages ou la gestion des abonnés, pour répondre aux exigences de la réglementation ;

Considérant que la Communauté de communes ne dispose pas de tels moyens et devrait réaliser des investissements lourds si elle souhaitait gérer le service avec ses propres moyens ;

Considérant qu'il serait alors nécessaire de doter la régie de locaux, d'outils d'exploitation (véhicules, logiciel métiers,...) et de recruter du personnel spécialisé ;

Considérant que les différents modes de gestion doivent s'apprécier au regard de critères de maîtrise du service, de critères techniques et de compétences, de critères portant sur les risques et la responsabilité, de critères financiers et de qualité, ainsi que de gestion du personnel ;

Considérant que l'analyse comparative des modes de gestion au regard desdits critères montre que le recours à une gestion déléguée avec un opérateur privé apparaît comme le mode de gestion le plus adapté pour le service, dans le respect des orientations stratégiques prises par la Communauté de communes ;

Après avoir examiné les différents modes de gestion, il est demandé au Conseil communautaire d'adopter le principe du recours à une procédure de délégation de service public (DSP) pour l'exploitation du service public d'assainissement collectif, pour une durée de 8 ans, et d'approuver les orientations principales et le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le concessionnaire, telles que définies dans le rapport annexé à la présente, étant entendu qu'il appartiendra au Président d'en négocier les conditions précises, conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales.

M. YVART, Délégué communautaire de Saint-Pol-sur-Ternoise revient sur les propos du Président (Cf Page 20 de l'Annexe n°2 : « Rapport sur le choix de mode de gestion du service public assainissement collectif ») selon lesquels « le mode de gestion en régie directe semble être le plus performant pour la Communauté de Communes du Ternois sur le critère de la maîtrise du service. En effet, « il permet une meilleure maîtrise du service que la délégation de service public. A noter que parfois cela peut être en défaveur des usagers en cas d'augmentation brutale du prix. ». Il en demande la prise en compte dans la délégation préconisée.

M. BRIDOUX confirme effectivement la prise en compte de ce critère. Le lissage qui a débuté depuis 2017 est progressif afin qu'il n'y ait pas d'augmentation excessive des tarifs pour les usagers.

M. DUVAL, Délégué communautaire d'Auxi-le-Château constate que la gestion en DSP pour l'assainissement ou l'eau permet à la collectivité de bénéficier des capacités d'expertise du délégataire qui gère le service à ses risques et périls. La Communauté de Communes ne dispose pas des moyens nécessaires pour assurer l'exploitation du service. Il se demande pourquoi la régie à autonomie financière (Syndicat Mixte Intercommunal : NOREADE par exemple) n'est pas proposée. C'est une solution avantageuse pour les communes ainsi que pour les Communautés de Communes avec la prise en charge de la totalité de l'exploitation selon des conditions à peu près similaires.

M. BRIDOUX indique que ce mode de gestion ne fait pas partie des solutions proposées par le cabinet spécialisé qui a réalisé le rapport. La Communauté de Communes assure toujours le contrôle du service (Création d'une commission de contrôle au niveau du bureau). Dans le cadre d'un Syndicat Mixte Intercommunal, la Communauté de communes se verrait privée d'une partie de ses prérogatives et de la maîtrise du service.

M. DUVAL tient à ajouter que pour tout nouvel investissement lourd, le Syndicat Mixte Intercommunal prend en charge alors que ce n'est pas le cas dans le cadre d'une DSP. M. BRIDOUX indique que cela dépend de la nature de l'investissement projeté.

M. BACHELET, Vice-Président s'interroge sur le suivi des investissements qui seront réalisés sur les 8 années à venir. M. BRIDOUX indique qu'il s'agit d'une obligation du délégataire prise en compte dans le cahier des charges.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident, avec une voix contre et quatre abstentions :

- d'adopter le principe du recours à une procédure de délégation de service public (DSP) pour l'exploitation de son service public d'assainissement collectif, pour une durée de 8 ans ;
- d'approuver les orientations principales et le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le concessionnaire, telles que définies dans le rapport annexé à la présente, étant entendu qu'il appartiendra au Président d'en négocier les conditions précises, conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales ;
- d'autoriser le Président à lancer et conduire la procédure de consultation prévue aux articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
- d'autoriser le Président à engager toutes démarches et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre et au bon déroulement de la procédure de délégation de service public ;
- d'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LA FIXATION DE LA CONTRE-VALEUR AU TITRE DES REDEVANCES POUR LA PERFORMANCE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

A la demande du Président, M. ROGEE présente le projet de délibération. Il rappelle les grandes lignes de la réforme d'envergure des redevances des Agences de l'Eau au 1^{er} janvier 2025 et la suppression des actuelles redevances et leur remplacement.

L'article 101 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 portant sur la transformation du dispositif de redevances des agences de l'eau instaure, à compter du 1er janvier 2025, la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et des systèmes d'assainissement collectif auxquelles sont assujettis les communes ou leurs établissements publics compétents en matière de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées.

En application du décret n° 2024-787 du 9 juillet 2024 portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau et dans le cadre du contrat de délégation de service public, il incombe à la Communauté de communes de définir la contre-valeur de la redevance pour la performance, répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement, sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2224-12-2 à L. 2224-12-4 ;

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 213-10-1 à L. 213-10-6, D. 213-48-12-1 à D. 213-48-12-13 ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;

Vu la délibération n°2024-19 du 27 juin 2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Artois Picardie portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin, pour avis conforme, et notamment ses articles 2.4 et 2.5 ;

Vu le contrat de délégation de service public pour la gestion d'assainissement collectif passé entre la Communauté de communes et la Société Véolia entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014 et notamment son article 35 portant sur le recouvrement et le reversement de la part collectivité ;

Vu la convention de mandat conclu sur le fondement de l'article L1611-7-1 du CGCT pour l'encaissement et le reversement de la part collectivité ;

Considérant que la Communauté de communes du Ternois, en sa qualité d'assujettie à la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif, sera redevable envers l'Agence de l'eau d'un montant égal au produit :

- 1°) du volume d'eau facturé aux personnes abonnées au service d'assainissement collectif,
- 2°) d'un tarif fixé par l'agence de l'eau,
- 3°) d'un coefficient de modulation ;

Considérant que l'Agence de l'eau Artois Picardie a fixé un tarif de 0,10€HT (délibération n°24-A-067) par mètre cube pour la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pour l'année 2025 ;

Considérant que le coefficient de modulation correspondant à la performance des systèmes d'assainissement collectif est fixé pour l'année 2025 à la valeur de 0,3 ;

Considérant que le montant forfaitaire maximal fixé par arrêté du 5 juillet 2024 susvisé pour la prise en compte de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif est fixé à hauteur de 3 €/m³ ;

Considérant que la contre-valeur de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif doit être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif, sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assainie et que le montant de cette contre-valeur ne pourra pas dépasser le montant forfaitaire maximal précité ;

Considérant qu'il appartient au délégataire de l'assainissement collectif de facturer et de recouvrer auprès des usagers ce supplément au prix du mètre cube d'eau vendu et de reverser à la Communauté de communes, les sommes encaissées à ce titre, conformément au contrat et au mandat d'encaissement conclu avec le délégataire ;

Considérant qu'il appartient à la Communauté de fixer le montant forfaitaire pris en compte dans la redevance d'assainissement, au titre la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif, prévue à l'article L. 213-10-6 du code de l'environnement, dont le délégataire est chargé d'assurer le recouvrement auprès des usagers et de lui reverser dans le cadre du contrat et du mandat d'encaissement.

Le Président propose au Conseil communautaire de fixer pour l'année 2025 le montant de la contre-valeur de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif, sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, à 0,03 € HT / m3 ;

Il est précisé que cette contre-valeur est assujettie à la TVA selon la réglementation en vigueur.

A la demande de M. TINCHON, Maire de Boubers-sur-Canche sur la qualité des réseaux, M. BRIDOUX lui indique que le rendement sera pris en compte dans le cadre de cette redevance. Une harmonisation au niveau de la Communauté de Communes est attendue.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- de fixer pour l'année 2025 le montant de la contre-valeur de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif, sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, à 0,03 € HT / m3 ;
- d'autoriser le Président à signer tous documents et actes administratifs nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LA MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS – CREATION D'EMPLOIS

M. Laurent BERTHE, Directeur Général des Services rappelle les dispositions réglementaires applicables en la matière.

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;

Vu le décret n° 2011-605 du 30 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;

Compte-tenu des besoins des services de la Collectivité ;

Considérant que les emplois de chaque collectivité ou établissement public sont créés par l'organe délibérant et qu'il appartient au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

Vu l'inscription des crédits au budget ;

Vu l'avis des membres du bureau en sa séance du 19 novembre 2024 ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 19 novembre 2024 ;

M. le Président propose au Conseil communautaire de modifier le tableau des emplois et des effectifs, à la date du 1^{er} janvier 2025, tel que repris ci-après.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- de modifier le tableau des emplois et des effectifs, à la date du 1^{er} janvier 2025, comme suit :

Pôle Ressources :

- Création d'un emploi d'agent administratif en charge des tâches de secrétariat de mairie, à temps complet, grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe (catégorie C - filière administrative)

Pôle Services à la population :

- Création d'un emploi d'agent d'accueil pour la piscine, à temps complet, grade d'adjoint administratif (catégorie C – filière administrative)
 - Création d'un emploi d'agent d'entretien pour la piscine, à temps complet, grade d'adjoint technique (catégorie C – filière technique)
 - Création d'un emploi de Maître-Nageur-Sauveteur, à temps complet, grade d'Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives (catégorie B – filière sportive)
- de charger le Président à recruter les agents qui seront affectés à ces emplois, à mettre en œuvre la procédure nécessaire aux recrutements et à signer toutes les pièces et tous documents s'y rapportant ;
 - d'autoriser le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les emplois ci-dessus sont en priorité pourvus par un agent fonctionnaire et seront susceptibles d'être pourvus par un agent contractuel, en application des dispositions de l'article L332-8 du Code Général de la Fonction Publique qui autorise le recrutement d'un agent contractuel (toute catégorie) lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.

L'agent sera ainsi recruté par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le niveau de rémunération de l'agent contractuel sera défini sur la base de la grille indiciaire de la fonction publique territoriale correspondant au grade de recrutement.

DELIBERATION PORTANT SUR LA REORGANISATION DES SERVICES ET L'ADOPTION DU TABLEAU DES EFFECTIFS ET DES EMPLOIS PERMANENTS

M. le Président expose aux Délégués Communautaires que l'absence prolongée de la Directrice Générale des Services, pour raisons de santé, l'a conduit à engager une réflexion et à mettre en place une nouvelle organisation pour assurer la continuité et le bon fonctionnement des services de la Communauté de Communes, évitant ainsi toute interruption préjudiciable aux missions et objectifs de la collectivité. En effet, l'indisponibilité est difficilement compatible avec l'exercice normal des fonctions de DGS.

Le Président informe l'assemblée délibérante de sa décision de mettre fin au détachement de Madame Laurence THERET, sur l'emploi fonctionnel de DGS.

Une procédure de fin de détachement sur l'emploi fonctionnel de DGS a donc été engagée, conformément à l'article 53 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée. Un entretien préalable avec l'intéressée a eu lieu le 25 octobre 2024, afin d'envisager les modalités liées à une affectation nouvelle, en qualité d'attaché hors classe.

La présente information est faite dans les conditions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

La fin de détachement sera effectuée au plus tôt, le 1^{er} jour du 3^{ème} mois suivant l'annonce à l'assemblée délibérante.

Le Président informe ensuite le Conseil communautaire de la nouvelle organisation qui se traduit essentiellement par :

- l'exercice des fonctions de Directeur Général des Services (DGS) par intérim, par le Directeur Général Adjoint (DGA) ;
- l'exercice des fonctions de Directeur Général Adjoint (DGA), par le manager du Pôle Ressources ;
- l'instauration de la fonction de manager de Pôles.

Cette nouvelle organisation répond aux objectifs suivants :

- s'adapter aux évolutions et aux défis du territoire ;
- rationaliser les circuits décisionnels ;
- optimiser le fonctionnement des services ;
- renforcer la synergie et la transversalité entre les services, dans un contexte de contraintes budgétaires.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application des articles L.411-1 à L.411-6, L.415-1 et L.415-3 du Code général de la fonction publique ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n°04 en date du 12 juin 2024 portant sur l'adoption du tableau des effectifs et emplois permanents de la Communauté de Communes du Ternois, à effet du 1^{er} juin 2024 ;

Considérant que le Conseil Communautaire adopte tout au long de l'année des délibérations de création, modification ou suppression d'emplois qui modifient le tableau des effectifs des emplois permanents ;

Considérant que la nouvelle organisation impose d'actualiser et d'ajuster le tableau des emplois et des effectifs ;

Considérant qu'il incombe à la Communauté de Communes du Ternois de disposer d'un tableau des effectifs et des emplois permanents à jour, tenant compte des modifications intervenues ;

Vu l'inscription des crédits au budget principal et au budget annexe collecte correspondant aux emplois créés ;

Vu l'avis des membres du bureau en sa séance du 19 novembre 2024 ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en sa séance du 7 octobre 2024.

Le Président présente ensuite le nouvel organigramme, consultable sur le site internet de TernoisCom. Il précise le rôle dévolu aux managers de Pôles.

Le Président propose au Conseil communautaire d'adopter le tableau actualisé des effectifs des emplois permanents de la Communauté de Communes du Ternois, à effet du 1^{er} novembre 2024.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, décident moins 1 abstention :

- d'adopter le tableau actualisé des effectifs des emplois permanents de la Communauté de Communes du Ternois tel que joint en annexe, à effet du 1^{er} novembre 2024 ;
- d'autoriser le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LA MISE A JOUR DES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF DES ASTREINTES DU POLE TECHNIQUE

A la demande du Président, M. BERTHE présente le projet de délibération soumis à l'approbation des membres du conseil communautaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,

Vu le décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu la délibération n°03/10.04.2019 du conseil communautaire en date du 10 avril 2019 portant sur la mise en place d'astreintes pour le personnel de la collecte,

Vu la délibération n°04/10.04.2019 du conseil communautaire en date du 10 avril 2019 portant sur la mise en place d'astreintes pour le personnel des services techniques,

Vu la nécessité de préciser les modalités de mise en œuvre du dispositif d'astreinte pour les personnels concernés,

Vu l'avis des membres du bureau en date du 19 novembre 2024,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 19 novembre 2024,

Considérant ce qui suit :

- Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité.
- Si l'agent doit effectivement intervenir, l'intervention sera considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu de travail.
- Cette période pendant laquelle l'agent est soumis à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité doit être indemnisée au moyen de l'indemnité d'astreinte.
- Il existe trois catégories d'astreinte non liées aux grades : astreinte d'exploitation, astreinte de sécurité, astreinte de décision.
- Il est précisé qu'il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions réglementaires énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.

Compte-tenu de la nécessité de mettre à jour les modalités de mise en œuvre du dispositif des astreintes existant, au regard de l'analyse des pratiques depuis sa mise en place en 2019.

M. le Président propose au Conseil communautaire d'arrêter les nouvelles modalités de mise en œuvre des astreintes et leur organisation au sein du Pôle technique.

CADRE GENERAL

Le manager du Pôle Technique est chargé de définir, planifier et répartir les astreintes dans un délai raisonnable. Le planning des astreintes est défini, a minima, de manière mensuelle. Il est porté à la connaissance des agents concernés et communiqué à la direction, ainsi qu'au service RH, dans les meilleurs délais

I. SERVICE COLLECTE

⇒ Cas de recours à l'astreinte

Par principe, chaque tournée de collecte des déchets est assurée par un chauffeur et deux ripeurs selon le planning arrêté et communiqué par le manager du Pôle Technique.

En cas d'empêchement justifié de personnel, un système d'astreinte indemnisé a été instauré pour pallier une éventuelle absence et éviter toute rupture d'activité. Dans ce cadre, le personnel d'astreinte a l'obligation de se rendre disponible dans les conditions définies ci-dessous et d'intervenir dans les meilleurs délais pour maintenir l'activité du service, sans dégradation.

⇒ Modalités d'organisation

- Astreinte d'exploitation
- De nuit, de 4h à 6h
- Du lundi au vendredi (hors jours fériés)
- Exceptionnellement le samedi

⇒ Personnels concernés

- Agents de la filière technique
- Fonctions de ripeur et chauffeur
- Titulaire, stagiaire ou contractuel
- A temps complet, à temps non complet, à temps partiel

⇒ Modalités de rémunération d'une période d'astreinte

En cas d'astreinte de nuit, inférieure à 10 heures, le montant de l'indemnisation de l'astreinte s'établit à 8,60€.

Le montant de l'indemnité d'astreinte est majoré de 50 % lorsque l'agent est prévenu pour une période donnée moins de 15 jours francs avant le début de cette période.

Ces montants seront automatiquement ajustés en fonction des revalorisations prévues par les textes applicables en la matière.

⇒ Modalités de rémunération ou de compensation d'une période d'intervention

Les heures d'intervention réalisées par les agents du service collecte au cours de l'astreinte n'impliquent pas de dépassement des obligations normales de service définies dans le cycle de travail et ne donnent lieu à aucune indemnisation (paiement d'IHTS), voire à aucune compensation horaire sous la forme d'une récupération en temps.

II. SERVICES TECHNIQUES

⇒ Cas de recours à l'astreinte

L'astreinte concerne les agents des services techniques dans le cadre d'interventions et d'actions préventives ou curatives sur les infrastructures de la collectivité ou pour tout problème/dysfonctionnement concernant les services intercommunaux et leur fonctionnement.

⇒ **Modalités d'organisation**

- Astreinte d'exploitation
- De nuit entre le lundi et le samedi de 17h à 8h
- De week-end, du vendredi 17h au lundi 8h

⇒ **Personnels concernés**

- Agents de la filière technique
- Manager du Pôle Technique et agents des services techniques
- Titulaire, stagiaire ou contractuel
- A temps complet, à temps non complet, à temps partiel

⇒ **Modalités de rémunération d'une période d'astreinte**

L'astreinte est indemnisée selon les montants ci-après :

	Astreinte d'exploitation
Semaine complète (cumul de 7 nuits, d'un samedi et d'un dimanche)	159,20 €
Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures	10,75 €
Samedi ou sur journée de récupération	37,40 €
Dimanche ou jour férié	46,55 €
Week-end du vendredi soir au lundi matin	116,20 €

A noter : en cas de jour férié pendant la semaine d'astreinte, le montant du jour férié se cumule avec celui de la semaine complète.

Le montant de l'indemnité d'astreinte est majoré de 50 % lorsque l'agent est prévenu une période donnée moins de 15 jours francs avant le début de cette période.

Ces montants seront ajustés automatiquement en fonction des revalorisations prévues par les textes applicables en la matière.

⇒ **Modalités de rémunération ou de compensation d'une période d'intervention**

L'intervention correspond à un travail effectif (y compris la durée de déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

Si les interventions conduisent l'agent à dépasser ses obligations normales de service définies dans le cycle de travail, les heures d'intervention effectuées sous astreinte font l'objet d'une compensation horaire sous la forme d'une récupération en temps ou d'une rémunération (paiement d'IHTS) selon les modalités définies par délibération du 28-06-2019.

S'agissant des personnels qui ne sont pas éligibles aux IHTS (cadre d'emplois des ingénieurs), M. le Président propose au conseil communautaire d'autoriser l'indemnisation des heures d'intervention suivant les modalités suivantes : 16€ de l'heure pour une intervention effectuée un jour de semaine et 22€ de l'heure pour une intervention effectuée une nuit, un samedi, un dimanche ou un jour férié. Ces montants seront ajustés automatiquement en fonction des revalorisations prévues par les textes réglementaires.

Le repos compensateur ne peut bénéficier qu'aux agents relevant d'un régime de décompte horaire des heures supplémentaires via le logiciel de GTA.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'arrêter les nouvelles modalités de mise en œuvre des astreintes et leur organisation au sein du Pôle technique ;
- d'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents se rapportant à la présente délibération.

Le Conseil communautaire autorise le Président à signer l'ensemble des documents se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT AUGMENTATION DU MONTANT DE LA PARTICIPATION EMPLOYEUR, AU TITRE DU CONTRAT PREVOYANCE (MAINTIEN DE SALAIRE), A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2025

A la demande du Président, M. ROGEE présente le projet de délibération et précise que la Communauté de Communes du Ternois a, par délibération n°36 du 16 décembre 2020, décidé :

- de conclure une convention de participation « maintien de salaire » avec le prestataire COLLECTEAM, pour une durée de 6 ans, à compter du 1er janvier 2021 ;
- de proposer une adhésion individuelle et facultative aux agents ;
- d'accorder une participation financière aux fonctionnaires, agents de droit public et agents de droit privé en activité, d'un montant de 5 euros/mois et par agent, proratisés en fonction de la quotité de travail ;
- d'autoriser le Président à signer tous documents s'y rapportant.

Le contrat de prévoyance (maintien de salaire) permet aux agents, en cas d'absence prolongée pour raisons de santé, de bénéficier du maintien de leur rémunération et/ou de leur régime indemnitaire.

Ils peuvent également prétendre au versement d'une rente mensuelle en cas d'admission à la retraite pour invalidité. Enfin, un capital peut être versé aux ayants-droits de l'agent en cas de décès ou à lui-même en cas de perte totale et irréversible d'autonomie.

Il est précisé qu'en application des articles L 827-1 et suivants du Code général de la fonction publique et des décrets n°2011-1474 du 8 novembre 2011 et n°2022-581 du 20 avril 2022, la participation de l'employeur à la prévoyance, jusqu'alors facultative, devient obligatoire, à compter du 1er janvier 2025. Par ailleurs, le montant mensuel minimum par agent est porté à 7 euros, soit 20% d'un montant de référence de 35€.

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale ;

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la circulaire n° RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 16 décembre 2020 portant sur la conclusion d'un contrat groupe et la définition de la participation employeur à la protection sociale complémentaire santé et au maintien de salaire ;

Vu l'avis des membres du bureau en sa séance du 19 novembre 2024 ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 19 novembre 2024 ;

M. le Président propose au Conseil communautaire d'arrêter le montant de la participation financière de la collectivité à 7€ brut, par mois et par agent, quel que soit le temps de travail (pas de proratisation).

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'arrêter le montant de la participation financière de la collectivité à 7€ brut, par mois et par agent, quel que soit le temps de travail (pas de proratisation) ;
Cette participation employeur permet de couvrir une partie de la cotisation due par l'agent, sous réserve d'adhérer au contrat découlant de la convention de participation conclue avec COLLECTEAM.
En cas de souscription à un contrat individuel auprès de prestataires labellisés, l'agent ne peut bénéficier de la participation employeur.
- d'inscrire les crédits nécessaires aux chapitre et article concernés au budget primitif 2025 ;
- d'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LA MODIFICATION DES TARIFS D'ABONNEMENT A LA PLATEFORME ACHETEZTERNOIS

M. André GENELLE, Vice-Président en charge du développement économique tient d'abord à remercier les agents du service développement économique pour la qualité de leur travail sur ce dossier. Il rappelle que la mise en place de la plateforme « AchetezTernois » a été décidée par délibération du 10 juin 2021.

Cette plateforme est destinée aux acteurs économiques (commerçants, artisans et entreprises) de la Communauté de Communes du Ternois, depuis 2021.

Il s'agit d'un outil de dynamisation du tissu économique local, de marketing territorial et de valorisation de l'identité du Ternois.

Par délibération en date du 29 septembre 2021, la Communauté de Communes du Ternois a approuvé les tarifs des abonnements comme suit :

- Un abonnement de **15 € HT/Mois**, soit 18 € TTC/Mois pour chaque adhérent dont la surface de vente est inférieure à 1000 m² avec mise en ligne de produits (après gratuité de l'abonnement pour les 100 premières inscriptions pendant 1 année) ;
- Un abonnement de **25 € HT/Mois**, soit 30 € TTC/Mois pour chaque adhésion de commerçant dont la surface commerciale est supérieure à 1000 m² sans mise en ligne de produit uniquement une présence « vitrine »

Afin de soutenir son développement et de maintenir son rayonnement, il est nécessaire d'offrir aux consommateurs un choix diversifié de commerçants adhérents à AchetezTernois. Il est proposé de modifier le montant des abonnements, à compter du 1^{er} janvier 2025.

La mise en place du chèque cadeau à dépenser chez les adhérents à www.achetezternois.com reste inchangée.

M. RIMBAULT, Maire de Villers-l'Hôpital retient que cette proposition s'analyse comme un pas en avant vers le petit commerce. Néanmoins, il pense qu'on peut aller plus loin par rapport à la surface de vente. M. GENELLE évoque les discussions en réunion de bureau. Il fallait nécessairement arrêter une position. M. BRIDOUX indique qu'il prend note de la remarque de M. RIMBAULT pour les éventuelles révisions à venir.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- de modifier le montant des abonnements, à compter du 1^{er} janvier 2025, selon les modalités suivantes :
 - Un abonnement de **10 € HT/Mois**, soit 12 € TTC/Mois pour chaque adhérent dont la surface de vente est inférieure à 1000 m² avec mise en ligne de produits (sauf gratuité de l'abonnement pour une période de 6 mois pour les professionnels bénéficiant de l'aide directe versée par Ternoiscom) ;

- Un abonnement de **35 € HT/Mois**, soit 42 € TTC/Mois pour chaque adhésion de commerçant dont la surface commerciale est supérieure à 1000 m² sans mise en ligne de produit uniquement une présence « vitrine »
La mise en place du chèque cadeau à dépenser chez les adhérents à www.achetezternois.com reste inchangée.

- d'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR UNE DEMANDE D'AGREMENT PREFECTORAL AUQUEL LES DOMICILIATAIRES D'ENTREPRISES SONT SOUMIS

M. GENELLE expose aux Délégués Communautaires que depuis le 1^{er} janvier 2017, la Communauté de Communes du Ternois, issue de la fusion des communautés de communes de l'Auxillois, de la région de Frévent, du Pernois et des Vertes Collines du Saint-Polois (Arrêté du 30 août 2016) gère et anime la pépinière d'entreprises située sur le territoire de la commune de Frévent.

Il précise que les prestations proposées et tarifs ont été entérinés par délibération de la Communauté de Communes de la Région de Frévent, en date du 16 mai 2016.

Les prestations proposées s'établissent comme suit :

- La location de bureaux d'une superficie de 15m² à 24 m².
- La location d'atelier de 60 à 120m².
- Une domiciliation postale.

Par courrier du 16 octobre dernier, la DGCCRF a informé la Communauté de Communes du Ternois de son obligation d'obtenir un agrément délivré par le Préfet du département du siège de l'établissement, en application des dispositions de l'article L.123-11-3 du Code de Commerce, pour la commercialisation de la prestation « domiciliation postale ».

Selon ces dispositions, « nul ne peut exercer l'activité de domiciliation, s'il n'est préalablement agréé par l'autorité administrative, avant son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. »

Cet agrément est obligatoire dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT), dans le secteur de la domiciliation d'entreprises.

Afin de se conformer à cette obligation, il incombe à la Communauté de Communes du Ternois de prendre une délibération démontrant l'intérêt public local, pour chaque demande d'agrément, permettant ainsi le maintien de l'activité de domiciliation.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'autoriser le Président à entamer les démarches nécessaires et utiles à l'exécution de la présente délibération, prise en application de la réglementation applicable en la matière ;
- d'autoriser le Président à signer tous documents et pièces se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LA MISE A DISPOSITION D'UN TERRAIN COMMUNAL AU PROFIT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS POUR LA REALISATION D'UN OUVRAGE DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

Le Président expose aux délégués communautaires le contexte d'élaboration de la présente délibération.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1321 et suivants ;

Vu le Code général de propriété des personnes publiques ;

Considérant que la Communauté de communes du Ternois exerce les compétences en matière de lutte contre le ruissellement et de GEMAPI ;

Considérant que la commune de Conchy-sur-Canche et la Communauté de Communes du Ternois ont pour projet commun de réaliser un ouvrage de rétention visant à limiter les inondations sur le territoire de la commune ;

A la demande du Président, M. Dominique COQUET, Vice-Président en charge de l'Environnement, de l'Eau et de la Loi GEMAPI, précise que la commune de Conchy-sur-Canche a, par délibération du 25 octobre 2024, décidé de mettre à disposition de la Communauté de communes, un terrain nécessaire à la réalisation de l'ouvrage de rétention, à titre gratuit ;

Considérant que la mise à disposition est accordée, sous la condition expresse de la réalisation de l'ouvrage par la Communauté de Communes du Ternois ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Ternois ;

Vu le projet de convention entérinant les modalités de la mise à disposition de la parcelle de terrain ;

Vu l'avis des membres du bureau, en sa séance du 12 novembre 2024 ;

M. le Président propose au Conseil communautaire d'approuver les termes de la convention jointe en annexe.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'approuver les termes de la convention jointe en annexe, portant sur la mise à disposition d'un terrain communal non cadastré situé en aval du Bois de Conchy, sur le lieu-dit « Chemin du Ravin », à la Communauté de communes, pour la réalisation d'un ouvrage de rétention d'eau ;
- d'autoriser le Président à signer la convention de mise à disposition ainsi que tout document se rapportant à la présente délibération.

La présente délibération et son annexe seront transmises au Maire de la commune de Conchy-sur-Canche.

DELIBERATION PORTANT REALISATION D'UN OUVRAGE DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS AU FIL DE L'EAU A CONCHY SUR CANCHE

M. Dominique COQUET, Vice-Président en charge de l'Environnement, de l'Eau et de la Loi GEMAPI rappelle que la Communauté de communes du Ternois a réalisé une étude hydraulique en 2021, pour définir un programme de lutte contre les inondations, afin de réduire les problématiques de ruissellement que connaissent plusieurs communes du territoire, notamment Aubrometz, Conchy-sur-Canche, Monchel-sur-Canche, Blangerval-Blangermont et Boubers-sur-Canche.

Cette étude a été réalisée sur différents sous-bassins situés au nord et au sud de la Canche. Elle présente différentes solutions techniques allant de l'hydraulique douce aux projets structurants.

Une opportunité foncière se présente en 2024 pour réaliser un ouvrage hydraulique à Conchy-sur-Canche.

Le présent projet consiste à réaliser un ouvrage de ralentissement des écoulements au niveau du sous-bassin « Bois-de-Conchy », sur un terrain appartenant à la commune. Le volume de stockage potentiel a été estimé à 3 000 m³.

M. COQUET présente la nature des travaux liés au projet d'ouvrage hydraulique envisagé à Conchy-sur-Canche et son plan de financement.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, avant appel d'offres, se décompose comme suit :

Dépenses prévisionnelles	Montants HT	Recettes prévisionnelles	Montants	Taux
Bornage	2 500,00 €	Agence de l'Eau Artois Picardie (plafond de 20 €/m3 stocké, financements exceptionnels suite aux inondations)	60 000,00 €	39%
Etudes (hydraulique, géotechnique, écologique, dossier réglementaire)	30 000,00 €	DETR	53 375,00 €	35%
Maîtrise d'œuvre	20 000,00 €	Fonds propres	39 125,00 €	26%
Travaux (estimation réalisée sur la base de l'étude de 2021, avec révision de prix)	100 000,00 €			
TOTAL	152 500,00 €	TOTAL	152 500,00 €	100%

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 9 Avril 2024 autorisant le Président, pour l'ensemble des opérations votées et inscrites au budget primitif 2024, à :

- déposer les demandes de subventions,
- engager les procédures d'appel d'offres ou de consultations nécessaires,
- signer tout document relatif à l'engagement de ces opérations.

Vu l'avis des membres du bureau en sa séance du 19 novembre 2024 ;

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- prennent acte :
 - de la nature et du montant des travaux liés au projet d'ouvrage hydraulique envisagé à Conchy-sur-Canche ;
 - du plan de financement relatif au dépôt de demandes de subventions auprès de l'Etat (DETR) et de l'Agence de l'Eau ;
- autorisent le Président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT RENFORCEMENT DES OUVRAGES DE LA CREUSE DE ST MICHEL SUR TERNOISE

M. COQUET expose aux Délégués Communautaires que suite aux dernières inondations, la Communauté de communes du Ternois souhaite renforcer l'efficacité des ouvrages de ralentissement des eaux situés au niveau du versant sud de Saint-Michel-sur-Ternoise. La commune a été reconnue en état de catastrophe naturelle (JO du 23/01/24), lors de ces événements. Le secteur situé en aval de la Creuse est régulièrement inondé au niveau de quelques habitations.

Le sous-bassin générant les ruissellements à l'origine de ces inondations avait été aménagé par l'ex-Communauté de Communes du Saint-Polois, au début des années 2000. Les modifications d'occupation des sols (constructions, assolements) ont néanmoins aggravé les coulées de boue.

L'axe de ruissellement concerné comporte des ouvrages d'hydraulique douce, un bassin de rétention et trois barrages filtrants en enrochement.

Le projet concerne les trois barrages filtrants en enrochement situés dans la Creuse, à proximité de la Départementale 85. Les ouvrages sont identifiés par les numéros RUISSOL 1373, 1381 et 1382.

M. COQUET présente la nature des travaux liés au projet d'ouvrage hydraulique envisagé à Saint-Michel-sur-Ternoise et son plan de financement.

L'objectif du projet est de renforcer l'efficacité des ouvrages en les confortant et en redéfinissant les débits de fuite. Un débordement de l'eau dans une prairie est envisagé, sous réserve de la faisabilité technique et foncière.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, avant appel d'offres, se décompose comme suit :

Dépenses prévisionnelles	Montants HT	Recettes prévisionnelles	Montants	Taux
Prestations topographiques	2 900,00 €	Agence de l'Eau Artois Picardie	70 000,00 €	49%
		(plafond de 20 €/m3 stocké,		
	20 000,00 €	financements exceptionnels suite aux inondations)		
Etudes (hydraulique, géotechnique, écologique, dossier réglementaire)				
Maîtrise d'œuvre	20 000,00 €	Fonds propres	72 900,00 €	51%
Travaux (estimation réalisée sur la base de l'étude de 2021, avec révision de prix)	100 000,00 €			
TOTAL	142 900,00 €	TOTAL	142 900,00 €	100%

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 9 Avril 2024 autorisant le Président, pour l'ensemble des opérations votées et inscrites au budget primitif 2024, à :

- déposer les demandes de subventions,
- engager les procédures d'appel d'offres ou de consultations nécessaires,
- signer tout document relatif à l'engagement de ces opérations.

Vu l'avis des membres du bureau, en sa séance du 19 novembre 2024.

M. DUVAL, Délégué communautaire d'Auxi-le-Château demande si la Creuse à Saint-Michel-sur-Ternoise est un terrain communal. M. BRIDOUX répond par l'affirmative.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- prennent acte :
 - de la nature du projet d'ouvrage hydraulique envisagé et de son montant ;
 - du plan de financement lié au dépôt de la demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau.
- autorisent le Président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION RELATIVE A LA MISE EN PLACE DU PACTE TERRITORIAL FRANCE RENOV (PIG)

M. Claude BACHELET, Vice-Président en charge du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) expose aux délégués communautaires le projet de délibération.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 3211-1, L.5210-1-1-A et L.5711-1 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.321-1, L. 321-1-1-2 et les suivants, R.321-2 et R.327-1 ;

Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L.232-1 et L.232-2, R. 232-1 et suivants ;

Vu l'engagement de la Communauté de communes du Ternois, depuis plusieurs années, en faveur de l'amélioration de l'habitat ;

Considérant que la Communauté de Communes du Ternois a mené une démarche d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat-Revitalisation Rurale (OPAH-RR) s'échelonnant de juillet 2019 à juillet 2024, soit une durée de 5 ans ;

Considérant la phase d'évaluation de l'OPAH-RR avec le bureau d'études Villes Vivantes, préalable à la définition d'un nouvel accompagnement d'Amélioration de l'Habitat ;

Considérant que la loi du n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, a confié à l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), la possibilité de concourir au service public de la performance énergétique de l'habitat mentionné à l'article L.232-1 du code de l'énergie (le SPPEH) ;

Considérant que ces nouvelles missions complètent le champ d'intervention de l'Agence qui se traduit aujourd'hui par le déploiement du service public de la rénovation de l'habitat (SPRH) ;

Considérant que le financement des missions d'information, conseil et d'accompagnement concourant au SPRH s'appuie sur deux dispositifs :

- les opérations programmées d'amélioration de l'habitat et programmes d'intérêt général, d'une part ;
- le Programme CEE Service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE), d'autre part ;

Considérant que le Programme CEE SARE a été créé par l'arrêté du 05 septembre 2019 modifié par l'arrêté du 17 décembre 2022 afin d'intégrer l'ANAH en tant que co-porteur du Programme, conjointement à l'ADEME et aux collectivités porteurs associés. Il vise notamment à soutenir le déploiement d'un service d'accompagnement des particuliers et des copropriétés autour de la rénovation de l'habitat ;

Considérant que le Programme a été prolongé d'une année et prend fin au 31 décembre 2025, pour des prestations engagées jusqu'au 31 décembre 2024 ;

Considérant qu'en parallèle du Programme CEE SARE, l'ANAH accompagne les collectivités dans le cadre de dispositifs contractuels : les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) et les programmes d'intérêt général (PIG) ;

Considérant que cette contractualisation permet l'accès à des financements de l'ANAH pour des missions de suivi-animation et d'accompagnement de projets d'amélioration de l'habitat ;

Considérant que ces opérations programmées sont historiquement déployées sur le territoire par les délégations locales et délégataires de l'ANAH et sont des dispositifs particulièrement identifiés et maîtrisés par les services de l'Etat et les collectivités territoriales, maîtres d'ouvrage ;

Le nouveau dispositif d'intervention programmée, **pacte territorial France Rénov' (PIG)** s'inscrit dans la continuité de ses opérations programmées ;

Avec la fin du Programme CEE SARE et le recours obligatoire à un accompagnement des ménages par un opérateur agréé Mon accompagnateur Rénov', dans le cadre du parcours MPR parcours accompagné, la simplification et la rationalisation du déploiement du SPRH auprès des ménages est devenue nécessaire pour sa mise en œuvre effective dans les thématiques de l'amélioration de l'habitat (rénovation énergétique, autonomie, adaptation, lutte contre l'habitat indigne...) ;

La présente délibération présente les nouvelles modalités du SPRH au titre de 2025, sous forme d'une convention de programmes d'intérêt général centrés sur la mise en œuvre du Pacte territorial France Rénov' décliné en trois volets suivants :

1. Dynamique territoriale : mobiliser les ménages et les professionnels en amont des projets de rénovation de l'habitat, en s'intéressant particulièrement au repérage et à la mobilisation des publics prioritaires (publics en précarité énergétique, perte d'autonomie, habitat indigne, parc privé locatif et copropriétés) ;
2. Information, conseil et orientation des propriétaires occupants, propriétaires bailleurs et syndicats de copropriétaires sur toutes les thématiques de la rénovation de l'habitat, quels que soient les revenus ;
3. Accompagnement (volet facultatif) : la collectivité a la possibilité de contractualiser avec un ou plusieurs opérateurs pour des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), sur les sujets de rénovation énergétique, d'adaptation des logements ou de travaux de résorption de l'habitat indigne.

En tant qu'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), la Communauté de Communes du Ternois est éligible à la signature d'une convention de PIG pacte territorial France Rénov.

Les modalités d'intervention spécifiques (quartiers anciens, rénovation urbaine, copropriétés dégradées et plans de sauvegarde) sont maintenues dans leur mode de contractualisation actuel, à savoir, les OPAH-RU, les OPAH-CD et les plans de sauvegarde.

La convention ci-annexée définit le cadre de la coopération et de la coordination entre l'ANAH, l'Etat (via son représentant dans le département ou la collectivité délégataire de compétences) et la Communauté de communes du Ternois, maître d'ouvrage.

La durée de la convention est comprise entre 3 et 5 ans, avec renouvellement possible, par voie d'avenant.

La présente délibération fixe le cadre de la mise en œuvre et du financement du Pacte territorial France Rénov' (PIG), à compter du 1^{er} janvier 2025.

M. BRIDOUX rappelle qu'une réunion d'évaluation de l'OPAH-RR est prévue le 18 décembre 2024.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'autoriser le Président à engager toute démarche préalable à la signature de la convention de pacte territorial avec les partenaires, qui prendra effet au 1^{er} janvier 2025, pour une durée de 5 ans ;
- d'autoriser le Président à solliciter les subventions auprès de l'ANAH et autres partenaires financiers, pour diminuer le reste à charge ;
- d'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR L'ARRET DU PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME INFRACOMMUNAUTAIRE (PLUI) DE L'AUXILOIS ET BILAN DE LA CONCERTATION

M. Didier HOCHART, Vice-Président en charge de l'Urbanisme et Politique de l'Habitat expose aux délégués communautaires le projet de délibération. Il tient d'abord à remercier les maires de l'Auxilois qui ont largement contribué à l'élaboration des documents.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 à R153-7 ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment le livre 1^{er} chapitre IV (Articles R104-11 à R104-14) ;

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi Grenelle II ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite « loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové » (ALUR) ;

VU la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

VU la délibération du Syndicat mixte du SCoT du Pays du Ternois en date du 07 avril 2016 approuvant le SCoT du Pays du Ternois ;

VU la délibération en date du 26 novembre 2019 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme infracommunautaire de l'Auxilois (PLUi), définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Ternois en date du 13 décembre 2022 portant sur le débat du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;

M. HOCHART rappelle les conditions d'élaboration du PLUi, les différentes étapes de la procédure et l'état d'avancement dudit projet ;

En application de l'article L.103-6 du code de l'urbanisme doit être tiré le bilan de la concertation dont a fait l'objet l'élaboration du projet de PLUi et, en application de l'article L.153-14 du même code, ledit document doit être arrêté par délibération du conseil communautaire, et communiqué pour avis aux personnes mentionnées aux articles L.153-16, L.153-17 et L.153-18 du code de l'urbanisme.

Les objectifs de l'élaboration du PLUi s'établissent comme suit :

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme infracommunautaire de l'Auxilois, lors de la prescription en Conseil communautaire du 26 novembre 2019, représente une opportunité d'engager une réflexion sur le développement de la collectivité à moyen terme, afin d'assurer un urbanisme maîtrisé.

A. Objectifs réglementaires

1. L'équilibre entre :
 - a. Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
 - b. Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
 - c. Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
 - d. La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
 - e. Les besoins en matière de mobilité ;
2. La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;
3. La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
4. La sécurité et la salubrité publiques ;
5. La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
6. La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
7. La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;
8. La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.

B. Objectifs spécifiques du territoire

En matière de développement urbain :

- Dans une logique économe de l'espace et de maîtrise du développement urbain, il s'agit d'exploiter le potentiel existant en protégeant les espaces agricoles et naturels ;
- Conforter Auxi-le-Château en tant que pôle d'équilibre de secteur en priorisant le développement en matière d'habitat, équipements et services selon les objectifs du SCOT du Ternois ;
- Favoriser et diversifier les modes d'habitats et d'élaboration de logements durables dans une perspective de rationalisation de la consommation des espaces, de la recherche de qualité des paysages et des formes urbaines et de dynamisation des communes rurales ;
- Promouvoir le renouvellement urbain dans les centralités urbaines ou rurales afin de préserver les espaces agricoles et naturels ;
- Mettre en cohérence au sein d'un document unique, les politiques engagées en matière de transport-mobilité, développement économique, équipements, préservation de l'environnement et du patrimoine local ;
- Préserver et valoriser l'environnement et le cadre de vie ;
- Articuler les politiques d'aménagement, d'habitat et de déplacement dans un seul document et les traduire dans des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ;

En matière d'habitat :

- Identifier des potentialités foncières (renouvellement du bâti) et définir une stratégie foncière ;
- Réhabiliter les îlots dégradés dans les centres bourg ;
- Caractériser les besoins des habitants actuels et futurs afin de proposer une offre adéquate de logements ;
- Accompagner le projet de développement et d'accueil du territoire en articulant le développement urbain et opérationnel et la programmation de logements sociaux ;
- Offrir de nouvelles conditions d'accueil afin de répondre aux besoins des populations en place, à venir et aux parcours résidentiels des ménages ;
- Favoriser la mixité sociale et améliorer l'adéquation entre offre et demande de logements en définissant des objectifs adaptés aux communes en fonction de leurs équipements et de leur rapport à la centralité ;
- Développer l'offre à destination des personnes en difficulté et des publics spécifiques (jeunes actifs, étudiants, personnes âgées, gens du voyage, ...) ;
- Permettre à tous un parcours résidentiel choisi de qualité et adapté aux besoins ;
- Promouvoir un habitat solidaire et durable ;
- Diminuer la précarité énergétique ;
- Promouvoir le renouvellement urbain dans les centres urbains ;

En matière de développement économique :

a. Préserver et conforter les zones d'activités du territoire

- Développer et structurer un territoire attractif ;
- Optimiser le fonctionnement des zones ;
- Conforter la zone d'activité d'Auxi-le-Château.

b. Préserver et développer l'économie agricole

c. Renforcer la dynamique commerciale du territoire

- Renforcer la dynamique commerciale dans les bourg-centres en mettant en valeur le circuit commercial en lien avec les espaces publics ;
- Renforcer la dynamique commerciale du territoire et assurer la mixité des fonctions au sein des villes et villages ;

d. Améliorer la couverture numérique afin de développer la fibre optique sur l'ensemble du territoire

e. Développer et renforcer une politique d'offres de voirie, de transports, de stationnements, adaptée aux évolutions du territoire

En matière d'environnement :

- Adapter les règles d'urbanisme aux nouvelles normes de performance énergétique et aux nouvelles formes d'habitat (habitat résilient) ;
- Mettre en cohérence les surfaces ouvertes à l'urbanisation avec la connaissance des risques d'inondation ;
- Poursuivre la mise en œuvre de la trame verte et bleue et s'appuyer sur les richesses existantes du territoire en termes de paysage, d'entrée de ville, de patrimoine, d'espaces naturels et agricoles pour définir un projet garant de l'identité locale et garantir une continuité écologique ;

En matière de tourisme :

- Maintenir un équilibre entre préservation du patrimoine et urbanisation,
- Anticiper et promouvoir le développement du tourisme vert en le valorisant par des outils adaptés,
- Conforter l'attractivité du territoire dans une démarche de valorisation environnementale ;
- Favoriser le développement d'hébergements touristiques en anticipant et en adaptant notamment la réglementation,
- Prendre appui sur la richesse environnementale ;

M. le Président rappelle ensuite les modalités de concertation prescrites dans la délibération de prescription du 26 novembre 2019 :

Outils d'information :

- Affichage de la délibération pendant toute la durée de l'étude ;
- Mise à disposition du dossier au siège de Ternois Com ;
- Mise en place d'une information régulière dans les Bulletins d'information TERNOISCOM,

Outils à disposition du public pour s'exprimer et engager le débat :

- Un registre destiné aux observations de toute personne intéressée a été mis à disposition du public tout au long de la procédure, au sein du Pôle Planification de la Communauté de communes du Ternois ainsi que dans les 16 communes ;
- Une réunion publique avec la population et exposition du projet ;
- Une mise à disposition, sur le site internet de la Communauté de communes, d'éléments d'information sur l'état d'avancement de la procédure

M. DEJONGHE, Vice-Président et maire d'Auxi-le-Château confirme la participation des élus de l'Auxilois à cette concertation. Il déplore toutefois le faible taux de participation des habitants.

CONSIDERANT qu'en application de l'article L103-6 du code de l'urbanisme, il doit être tiré le bilan de la concertation ;

CONSIDERANT que la concertation préalable à l'arrêt du projet s'est déroulée dans des conditions compatibles avec les exigences légales ;

ENTENDU le débat au sein du Conseil communautaire en date du 13 décembre 2022 sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable, conformément à l'article L.153-12 du code de l'urbanisme ;

VU le bilan de la concertation préalable joint à la présente délibération ;

VU le projet de PLUi et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement et ses documents graphiques associés, les annexes, l'évaluation environnementale et son résumé non technique ;

CONSIDERANT que le projet de PLUi est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration et aux organismes qui ont demandé à être consultés ;

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- **TIRENT** le bilan de la concertation, conformément à l'article L103-6 du code de l'urbanisme et considère ce bilan comme favorable.
- **ARRESENT** le projet de plan local d'urbanisme infracommunautaire de l'Auxilois tel qu'il est annexé à la présente délibération, conformément à l'article L.153-14 du code de l'urbanisme.
- **PRECISENT** que le projet du PLUi arrêté sera notifié pour avis, conformément aux articles L.153-16 à L.153-17 :
 - aux personnes publiques associées,
 - à la commission départementale des espaces naturels agricoles et forestiers (CDPENAF),
 - aux communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale qui ont demandé à être consultés sur le projet.
- **INFORMENT** que les personnes publiques mentionnées aux articles L.132-12 et L.132-13 pourront en prendre connaissance, si elles le demandent ;
- **AUTORISENT** le Président à soumettre ensuite le projet de PLUi de l'Auxilois, assorti des avis recueillis, à une procédure d'enquête publique dans les conditions prévues par le Code de l'Urbanisme ;
- **AUTORISENT** le Président à procéder aux modifications éventuelles pour tenir compte des avis recueillis et des résultats de l'enquête publique ;
- **RAPPELLENT** qu'un PLUi-HM à l'échelle de la Communauté de Communes du Ternois a été prescrit par délibération du 29 juin 2022, qui couvrira l'intégralité de la Communauté de communes du Ternois, amènera une évaluation dans la mise en œuvre du PLUi de l'Auxilois et une évolution dans l'écriture du PADD et du règlement.

La présente délibération et le projet de PLUi annexé seront transmis au Préfet du Pas-de-Calais.

Conformément à l'article R 153-3 du Code de l'Urbanisme, la délibération sera affichée au siège de l'établissement public de coopération intercommunale et en mairie des communes membres concernées, pendant un délai d'un mois.

DELIBERATION RELATIVE A L'APPROBATION DU CONTRAT RELATIF A LA PRISE EN CHARGE DES DECHETS ISSUS DE PRODUITS ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION DU BÂTIMENT COLLECTES

M. Jean-Luc FAY, Vice-Président en charge de la Collecte, du Tri et Traitement des déchets expose aux délégués communautaires le projet de délibération.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code l'Environnement, en son article L. 541-10-1 4° relatif à la mise en œuvre du principe de la responsabilité élargie des producteurs pour les déchets issus des produits et matériaux de construction du bâtiment (PMCB). La prévention et la gestion des déchets de PMCB doivent être assurées par les metteurs sur le marché. Ces derniers doivent s'organiser soit par la mise en place d'un système individuel, soit collectivement au sein d'un éco-organisme agréé par les pouvoirs publics, sur la base d'un cahier des charges venant définir réglementairement les objectifs et modalités de la filière.

Vu la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC) ;

Vu l'avis des membres du bureau, en sa séance du 15 octobre 2024 ;

Le Président rappelle que la mise en place de cette filière de prise en charge est une réponse effective à la problématique de décharges illégales.

La filière PMCB s'organise ainsi en deux catégories :

- La catégorie 1 concerne les produits et matériaux dits « inertes », à base de minéraux à l'exception du plâtre, du verre et des laines minérales (béton, mortier, terre cuite, ardoise et céramique) ;
- La catégorie 2 concerne les produits et matériaux dits « non inertes » à base d'autres matériaux tels que le bois, le métal, le verre, les plastiques, le plâtre, les laines minérales... (bitume, textile et huisserie) ;

Le cahier des charges de la filière à responsabilité élargie des producteurs de PMCB adopté par l'arrêté interministériel du 10 juin 2022 fixe pour l'année 2024 des objectifs nationaux de taux de collecte séparée de 82% pour la catégorie 1 et 53 % pour la catégorie 2, de taux de valorisation des déchets PMCB collectés séparément de 77% pour la catégorie 1 et 48 % pour la catégorie 2 et de taux de recyclage de 35 % pour la catégorie 1 et 39 % pour la catégorie 2 au titre de l'année 2024.

Ecomaison, Ecominero et Valobat, ont été agréés chacun par un arrêté du 30 septembre 2022. Valdelia a été agréé par arrêté en date du 6 octobre 2022. A ce titre, Ecominero et Valobat prennent en charge la gestion des déchets de PMCB sur le périmètre de la catégorie 1 et Ecomaison, Valdelia et Valobat prennent en charge la gestion des déchets de PMCB sur le périmètre de la catégorie 2.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'approuver le contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de produits et matériaux de construction du bâtiment collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets, pour la période 2024-2027 ;
- d'autoriser le Président à signer le contrat et tous documents qui s'y rapportent.

DELIBERATION PORTANT SUR LE PLAN D'ACTIONS DU CONTRAT LOCAL DE SANTE

Mme Hélène MERLIN, Vice-Présidente en charge des Services à la Personne, de la Santé et du CISPD indique que la Communauté de communes a validé, par délibération du 20 février 2024, la mise en place du Contrat Local de santé troisième génération, en tenant compte des échéances arrêtées dans la charte d'engagement liant la Communauté de communes du Ternois et l'Agence Régionale de Santé.

Elle précise que la signature du contrat interviendra le 05 décembre 2024, suite à la validation en comité de pilotage le 14 novembre 2024, du plan d'actions portant sur la période 2023 à 2028.

Les axes stratégiques sont :

- **Axe 1 : Améliorer l'accès aux soins aux droits et devoir en santé**
- **Axe 2 : Promouvoir la santé et les démarches de prévention**
- **Axe 3 : Améliorer la santé mentale de la population**

Chaque orientation stratégique du Contrat Local de Santé se décline en actions structurantes et spécifiques. Le plan d'actions s'inscrit dans la transversalité, le partenariat et la complémentarité des politiques menées par les signataires et partenaires, ainsi que dans le contexte de volontarisme local qu'implique la signature du présent contrat. Au regard des éléments du diagnostic, de l'évaluation du second Contrat local de santé (CLS) et des spécificités du territoire, les orientations stratégiques ont été définies lors du Comité de Pilotage en décembre 2023. Les thèmes du handicap, de la mobilité seront traités en transversalité.

A partir des constats liés au diagnostic initial, les groupes formés par les partenaires du territoire ont défini les actions suivantes :

ORIENTATION 1 : AMELIORER L'ACCES AUX SOINS AUX DROITS ET DEVOIR EN SANTE

Action 1.1 : Améliorer l'attractivité des professionnels de santé

Le CLS définit plusieurs actions pour répondre à l'objectif « *Améliorer l'attractivité des professionnels de santé* ». Il est proposé de faciliter l'installation des professionnels de santé en maintenant le cadre de l'accompagnement au logement, de poursuivre la communication sur les aides existantes et la promotion des nouvelles missions en santé. Dans la continuité, il est proposé de valoriser les atouts du Ternois et d'anticiper l'émergence des futurs professionnels en accentuant la promotion des métiers en santé dès le secondaire.

Action 1.2 : Favoriser l'interconnaissance et poursuivre le maillage territorial

Afin de répondre à l'objectif « *Favoriser l'interconnaissance et poursuivre le maillage territorial* », le CLS propose la mise en place d'un « staff territorial » afin de faciliter la collaboration intersectorielle pour décloisonner les différents domaines (sanitaire, social, médico-social) et la mise en place de soirées « professionnels de santé ». Il est proposé d'améliorer la communication sur l'existant, en sensibilisant les acteurs de première ligne. Il s'agit également d'améliorer l'outil de la page internet dédié au Contrat Local de santé.

Action 1.3 : Faciliter l'accès à l'offre de soins et aux droits de santé et rendre la personne responsable de son parcours dans une démarche d'accompagnement

Pour répondre à l'objectif « *Faciliter l'accès à l'offre de soins et aux droits de santé et rendre la personne responsable de son parcours dans une démarche d'accompagnement* » : le CLS prévoit le renfort de l'accompagnement de l'utilisateur à la santé numérique en collaboration avec France services, le Groupement Régional des ambassadeurs de Mon Espace Santé. Il s'agit également d'encourager des messages axés sur le respect mutuel et l'engagement lors de la prise de rendez-vous. En outre, il est proposé de développer le « aller-vers » en déployant les actions efficaces telles que la journée « Accès santé » et dans la continuité, d'étudier la faisabilité d'un dispositif de médiation en santé rurale.

ORIENTATION 2 : PROMOUVOIR LA SANTE ET LES DEMARCHES DE PREVENTION

Action 2.1: Consolider les actions entreprises en matière d'interconnaissance, de partage d'expériences et de collaboration autour des enjeux de promotion et prévention santé

Le CLS définit plusieurs actions répondant à l'objectif « *Consolider les actions entreprises en matière d'interconnaissance, de partage d'expériences et de collaboration autour des enjeux de promotion et prévention santé* ». Il est proposé de maintenir le réseau coordonné d'acteurs sur le territoire et de renforcer les compétences de ces derniers en proposant des formations, des sensibilisations sur la promotion et la prévention santé.

Action 2.2 : Sensibiliser la nutrition dès le plus jeune âge

Afin de répondre à l'objectif « *Sensibiliser la nutrition dès le plus jeune âge* », il est proposé de poursuivre la sensibilisation, dès le plus jeune âge, à l'importance d'une alimentation saine et équilibrée en s'appuyant sur les actions existantes, en collaborant avec le service sanitaire et en promouvant le dispositif « Mission retrouve ton cap ». Une attention particulière sera portée sur la persévérance dans la lutte contre la sédentarité par la promotion et le développement de l'activité physique. Il s'agit de maintenir le programme « Nutri'activ », d'engager des réflexions sur la création d'une « Maison Sport santé » (activités physiques adaptées dans un cadre médicalisé), l'intervention du bus itinérant Mobil' Sport, qui propose des activités physiques adaptées en zone rurale.

Action 2.3 : Sensibiliser aux facteurs des risques environnementaux

Pour répondre à l'objectif « *Sensibiliser aux facteurs des risques environnementaux* » il est préconisé d'informer la population locale sur des sujets spécifiques de santé environnementale (pollution de l'air, qualité de l'eau, alimentation, etc.) dans des lieux accessibles. Il s'agit également de sensibiliser dès le plus jeune âge aux problèmes de pollution et les risques sur la santé en mettant l'accent sur les perturbateurs endocriniens.

Action 2.4 : Favoriser les comportements favorables à la santé sexuelle

Le CLS propose de développer des actions de sensibilisation pour informer les jeunes de 12 à 25 ans sur la santé sexuelle afin de promouvoir des comportements sains et encourager une meilleure prise de conscience des risques et des droits liés à la sexualité. En outre, il s'agit de déployer la communication concernant la santé des femmes pour une meilleure visibilité des services de santé dédiés aux femmes. Cela pourrait se traduire concrètement par un événement « santé des femmes » avec en appui une communication ciblée concernant les publics vulnérables.

Action 2.5 : Renforcer les actions et améliorer le taux de participation aux dépistages organisés des cancers

Les partenaires du CLS proposent de renforcer le « aller-vers », ce qui se traduit par l'organisation d'ateliers « prétexte » avec les acteurs locaux, l'encouragement du travail de pair à pair et de s'appuyer sur la médiation en

milieu rural. Au regard des taux de dépistage des cancers, il demeure essentiel d'informer la population locale et de faciliter l'accès aux services de dépistage pour ceux qui en ont le plus besoin

ORIENTATION 3 : AMELIORER LA SANTE MENTALE DE LA POPULATION

Action 3.1 : Favoriser l'interconnaissance des partenaires dans un objectif de décroisement

Pour répondre à l'objectif de « *Favoriser l'interconnaissance des partenaires* », il est proposé de faire évoluer ce réseau en l'élargissant à une approche globale de la santé mentale et d'y associer les professionnels de santé, associations, services sociaux), tout en collaborant avec le Programme Territorial de Santé Mentale (PTSM) et les structures locales d'accompagnement (CPT, DAC, CPTS). Dans un autre temps, le CLS propose que ce réseau puisse favoriser l'interconnaissance des partenaires via un forum interprofessionnel.

Action 3.2 : Contribuer à l'amélioration de la perception de la santé mentale positive à tous les âges de la vie

Plusieurs leviers d'actions sont ici évoqués : l'acculturation de chacun à la notion de compétences psychosociales en sensibilisant à la santé mentale positive à travers des échanges, des formations, et des outils d'évaluation destinés aux professionnels et aux structures intervenant dans les domaines de la santé, de l'éducation, et du social. La création de divers outils pour promouvoir la santé mentale s'inscrit en complémentarité avec la notion d'auto-évaluation. En outre, il est proposé pour répondre à l'objectif « Contribuer à l'amélioration de la perception de la santé mentale positive à tous les âges de la vie », de mettre en place toutes les mesures qui viseraient le bien-être et une bonne santé mentale et de faire connaître les dispositifs existants dont les annuaires de l'ARS/ CPAM et la semaine nationale d'informations en santé mentale.

Action 3.3 : Favoriser le dépistage du trouble mental et accompagner

Les partenaires du CLS évoquent la nécessité de favoriser les formations au repérage. Il s'agit de favoriser le dépistage des troubles mentaux et l'accompagnement. L'autre proposition est de mener une réflexion sur la création d'un espace ressource « santé mentale » en s'appuyant sur des expériences menées sur d'autres territoires. Par exemple, il est proposé de présenter le GEM (Groupe d'entraide Mutuelle) à l'ensemble des acteurs du CLS.

Ce plan d'actions peut être révisé par voie d'avenant dans les conditions précisées infra (en particulier si une nouvelle action émerge au cours du contrat).

Les fiches-actions prévisionnelles, outil de mise en œuvre du contrat, se composent d'une série d'opérations prévisionnelles. Chaque opération correspond à un projet avec un porteur identifié et des moyens prévisionnels déterminés par les partenaires. Les fiches-actions prévisionnelles sont validées par le comité de pilotage et sont révisables, par ce même comité, en fonction des évolutions dans les modalités de mise en œuvre.

Le plan de financement dépendra des opérations présentées et validées en comité de pilotage.

M. DELARCHE, Maire de Frévent tient à féliciter la Communauté de Communes pour sa proposition de Contrat Local de Santé (CLS). Cela ne peut être que positif pour le territoire. Il tient d'abord à rassurer la patientèle du bassin de Frévent en indiquant que tout est mis en œuvre entre la Communauté de Communes et la ville de Frévent pour trouver des solutions adaptées au centre médical de Frévent. Il se propose d'inviter TernoisCom à une réunion en présence des professionnels de santé et de la collectivité.

M. BRIDOUX tient à rappeler la genèse de la situation. Ce centre médical a vu le jour en 1960 (1^{er} centre médical à Frévent conçu de cette façon). Il est porté financièrement par les professionnels de santé. Le centre médical est administré par cinq personnes qui ont décidé de le mettre en vente. Une promesse de vente a été signée avec une échéance au 31 mars 2025 pour une libération des locaux.

La Communauté de Communes du Ternois a été informée du projet de vente par voie de presse. Il s'agit d'un projet privé avec un investisseur (voire plusieurs ?) qui refuse de participer à la SCI. Il rappelle qu'en 2017, la collectivité a hérité de trois maisons de santé (Anvin, Auxi le Château et Gauchin Verloingt) dont, à ce jour, tous les locaux sont loin d'être occupés. Des disponibilités existent et peuvent accueillir ces professionnels de santé au sein de nos maisons de santé. La crise démographique médicale est malheureusement inévitable. Il en est de même pour les médecins au sein

des hôpitaux. Cela résulte d'un manque évident d'anticipation évident (instauration du numéris clausus). La situation n'est pas nouvelle et la collectivité travaille actuellement sur le sujet. Des solutions seront probablement apportées au cours du premier semestre 2025. La situation actuelle à Frévent n'est pas pire qu'ailleurs. Sur le secteur du Saint-Polois, du jour au lendemain, 10 000 habitants se sont retrouvés sans médecin, 4 000 patients ont besoin d'un renouvellement d'ordonnance tous les trois mois. A noter que désormais, grâce à notre action, des infirmières IPA sont autorisées à renouveler des ordonnances. Il est également possible d'appeler le 15 ou le 112 où un centre de régulation peut mettre les patients en relation avec un médecin, sous 48 heures, qui ne sera pas forcément à proximité du domicile du patient (appel possible de 8h00 à 20h00). Le Président évoque l'exemple de Pernes que d'aucun pourrait s'inspirer (maison médicale multi-sites) : Chaque professionnel de santé reste dans son cabinet, crée des liaisons via internet et vit comme dans une maison de santé.

M. MELIN, Vice-Président fait remarquer qu'on a tendance à oublier nos espaces ruraux (services administratifs, commerces, etc...). Il faut « se battre » pour maintenir ce tissu et préserver le maximum de services sur place.

M. DELARCHE tient à préciser qu'il n'est pas question pour Frévent de demander la création d'une maison médicale intercommunale. En effet, un projet privé a plus de pertinence (notion d'engagement des médecins). Cela permet de maintenir plus longtemps les professionnels de santé sur place. Quant à la localisation de ce centre médical, la commune de Frévent défend un projet de centre-ville plutôt qu'une installation en zone d'activités moins pertinente dès lors que 25% de la population de Frévent ne dispose pas de moyens de locomotion.

M. RIMBAULT précise que 50% des habitants de sa commune font partie de la patientèle du centre médical de Frévent. Il sera difficile de leur expliquer qu'il faut aller à Gauchin Verloingt ou à Auxi-le Château pour une consultation médicale. Bien que ce soit une initiative privée, il trouve dommage de « perdre » des médecins sur place.

M. BRIDOUX rappelle qu'une motion a été adoptée en Juin dernier en ce sens. Celle-ci défendait l'idée selon laquelle l'Etat devait contraindre les jeunes médecins, à la sortie de leurs études, à être affectés en zone déficitaire. Cette proposition a été reprise à l'Assemblée Nationale il y a une quinzaine de jours. Tant que cette solution n'est pas entérinée, nos problèmes ne seront pas résolus et perdureront.

M. DELARCHE précise que les marges de manœuvre de la commune restent extrêmement limitées sur la santé, compte tenu de la situation budgétaire et de l'exercice des compétences. C'est la raison pour laquelle il a adressé un courrier à l'EPCI. M. BRIDOUX répond qu'à l'instar du développement économique, si l'intercommunalité détient les compétences, la commune ne doit pas hésiter à « exercer les siennes ».

M. MARQUET, Maire de Neuville au Cornet tient à rendre hommage au Dr Pierre GRAVE dont on a appris le décès dernièrement. C'était un médecin passionné par son métier et bienveillant qui a entrepris de nombreuses actions sur le territoire (coordinateur des urgences qui ont été réorganisées). Il faudrait trouver un médecin passionné pour le territoire.

M. BRIDOUX répond qu'il faut pour cela que la société puisse réévaluer dans le bon sens alors qu'actuellement elle a tendance à se dégrader.

M. DOURENS, Maire de Fortel en Artois souhaite s'associer aux propos de Messieurs DELARCHE et RIMBAULT sur l'inquiétude de la population des villages aux alentours de Frévent et du personnel, notamment les infirmiers. Il souhaite également préciser que sur le secteur, il y a des jeunes très brillants en Terminale S qui s'engagent dans des études de médecine mais qu'on ne voit pas revenir sur le territoire par la suite. Il faudrait probablement envisager une action afin de les inciter à s'installer sur notre secteur.

M. BRIDOUX partage les propos de M. DOURENS et souhaite engager des actions, au niveau du Lycée, auprès des élèves de Terminale S pour évoquer cette situation et envisager leur avenir sur le territoire.

M. FOURDRINIER, Maire de Beauvoir Wavans précise que les médecins se plaignent non pas de la fonction de médecin, mais des contraintes qui pèsent sur leur fonction. M. BRIDOUX confirme que l'exercice de la fonction de médecin au sein d'une maison de santé est plus agréable (moins de contraintes administratives, mise à disposition d'un secrétariat médical, etc...).

M. MELIN conseille à l'assemblée la lecture du livre d'AJ CRONIN « Les années d'illusion » qui relate la vie d'un médecin, il y a une centaine d'années.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'approuver le plan d'actions dans sa globalité ;
- d'autoriser le Président à solliciter une demande de financement auprès de l'ARS pour la poursuite de l'accompagnement de la démarche ;
- d'autoriser le Président à solliciter des subventions relatives aux actions présentées ;
- d'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents se rapportant au Contrat Local de Santé.

DELIBERATION PORTANT SUR LA MODIFICATION DU PROJET DE FONCTIONNEMENT DES CRECHES (ancienne dénomination : Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant)

Mme Ingrid GAILLARD, Vice-Présidente en charge de l'Enfance, de la Jeunesse, de la Parentalité et des Loisirs rappelle que la Communauté de Communes du Ternois gère quatre structures d'accueil pour jeunes enfants situées à Frévent, Heuchin, Pernes et Saint-Pol-sur-Ternoise. Une harmonisation organisationnelle a été engagée depuis 2017, suite à la fusion des quatre anciennes intercommunalités, et en réponse aux évolutions législatives suivantes :

- Arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans,
- Arrêté du 23 septembre 2021 instaurant la charte nationale pour l'accueil du jeune enfant,
- Code de la santé publique, Partie réglementaire, Chapitre IV : Établissements d'accueil des enfants de moins de six ans (Articles R2324-1 à R2324-50-4),
- Décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

Elle précise que l'évolution du service enfance poursuit deux objectifs majeurs : la rationalisation de son fonctionnement et l'amélioration de la visibilité de l'offre, pour une meilleure cohérence et une adéquation entre l'offre et la demande. Ces éléments ont été présentés lors des instances suivantes :

- COPIL Enfance du 12 mai 2023,
- COPIL CTG du 04 mai 2024,
- COPIL RPE du 07 juillet 2024.

Objectifs d'harmonisation :

Dans le cadre des objectifs fixés par la Convention Territoriale Globale, il est nécessaire d'ajuster certains points du règlement de fonctionnement concernant l'âge des enfants accueillis. Les dispositions actuelles prévoient :

- Pernes : agréé pour 16 enfants de 4 mois à 3 ans révolus, jusqu'à 5 ans pour les enfants en situation de handicap.
- Saint-Pol-sur-Ternoise : agréé pour 18 enfants de 10 semaines à 5 ans révolus, y compris pour les enfants porteurs de handicap.
- Frévent : agréé pour 14 enfants de 4 mois à 5 ans révolus, y compris pour les enfants porteurs de handicap.
- Heuchin : agréé pour 14 enfants de 3 mois à 5 ans révolus, y compris pour les enfants porteurs de handicap.

En parallèle, les modalités de prise en charge médicale ont évolué avec la réforme :

- Avant : le médecin de l'établissement devait effectuer une visite médicale sur place avant l'entrée d'un enfant en crèche, en particulier pour les enfants de moins de 4 mois.
- Aujourd'hui : un certificat médical d'aptitude établi par le médecin de famille est suffisant, et l'âge minimum est fixé à 10 semaines, correspondant à la durée légale du congé postnatal.

Propositions d'harmonisation :

Concernant l'âge limite des enfants accueillis en crèche, il est proposé d'harmoniser cet âge à 3 ans et demi. Cette proposition s'appuie sur les évolutions des modalités de scolarisation (obligation scolaire dès 3 ans selon l'Article L131-1 du Code de l'Éducation, en vigueur depuis 2019).

Cette temporalité à 3 ans et demi permettra aux familles de continuer à utiliser les services des crèches les mercredis et vacances scolaires. Par la suite, les enfants intégreront les accueils de loisirs du service jeunesse disponibles sur le territoire.

Mme GAILLARD précise que la Communauté de communes examine la possibilité d'un accueil jusqu'à 5 ans révolus pour les enfants en situation de handicap, en cohérence avec la réalité d'une scolarisation adaptée ou non pour certains d'entre eux. Les instituts spécialisés prendront le relais à partir de l'âge de 6 ans.

Une modification du règlement de fonctionnement est proposée comme suit :

- Âge minimum d'accueil : fixé à 10 semaines pour les quatre structures, sous réserve du respect des obligations vaccinales en vigueur.
- Âge maximum d'accueil : fixé à 3 ans et demi (42 mois révolus), avec la possibilité d'un accueil jusqu'à 5 ans révolus pour les enfants en situation de handicap, dans les quatre structures.
- Prise d'effet : pour tout nouveau contrat à compter du 1^{er} janvier 2025 et au plus tard le 1^{er} juillet 2025 pour tout contrat en cours.

Proposition de modulations des places enfants :

Suite à l'analyse des éléments ci-dessous, il est proposé de soumettre une demande de modulation à la CAF (organisme financeur) et à la PMI (instance de contrôle réglementaire) pour les établissements de Frévent et Heuchin. Ces propositions ont été travaillées en amont lors du COPIL Enfance.

Ancien règlement :

- Frévent :
La modulation de l'accueil se fait ainsi :
 - De 7h30 à 8h30 et de 17h30 à 18h30 : 10 places
 - De 8h30 à 17h30 : 14 places
- Heuchin :
Aucune modulation n'était en place, avec une capacité d'accueil constante de 14 enfants entre 07h30 et 18h30.

Contexte et problématique à Heuchin :

L'absence de modulation à Heuchin impacte négativement le taux de fréquentation. Ce taux est calculé sur la capacité d'accueil maximale, quel que soit le moment de la journée. Or, la demande à Heuchin est plus forte entre 8h30 et 17h30, puis diminue en fin de journée. Les arrivées du matin sont également échelonnées.

À la lumière des analyses des taux de fréquentation par tranches horaires, des attentes de la CAF en matière de taux d'occupation, et des demandes des familles, il est proposé de modifier le règlement de fonctionnement des crèches comme suit :

Nouveau règlement proposé :

Crèche de Frévent :

Modulation de l'accueil par tranche horaire :

- De 7h30 à 8h : 3 places
- De 8h à 9h : 10 places
- De 9h à 17h : 14 places
- De 17h à 17h30 : 10 places
- De 17h30 à 18h : 6 places
- De 18h à 18h30 : 3 places

Crèche de Heuchin :

Modulation de l'accueil par tranche horaire :

- De 7h30 à 8h : 3 places
- De 8h à 9h : 10 places
- De 9h à 17h30 : 14 places
- De 17h30 à 18h : 6 places
- De 18h à 18h30 : 3 places

Il est proposé de modifier le règlement de fonctionnement et le projet d'établissement des crèches pour intégrer ces ajustements, ainsi que la nouvelle dénomination « Petite Crèche », qui remplacera « multi-accueil ».

À noter que la structure de Saint-Pol sur Ternoise dispose déjà d'une modulation cohérente, tandis que l'établissement de Pernes fera l'objet d'une délibération prochaine après une étude des besoins du secteur en cours.

Objectif du projet :

Ce projet vise à optimiser l'utilisation des places disponibles en fonction de la demande, tout en consolidant les subventions octroyées par la CAF et la MSA.

Un protocole de sortie extérieure à l'établissement :

Un nouveau protocole permettant la sortie à pied aux abords proches de chaque crèche sera ajouté aux protocoles existants au Règlement de Fonctionnement des crèches, stipulant au personnel la conduite à tenir et les obligations, permettant l'éveil et la découverte de l'extérieur pour les enfants. Ces sorties font l'objet d'une autorisation parentale signée, valable pendant la durée du contrat.

Le remplacement du terme Multi accueil par le terme « crèche » sera inséré dans le Règlement de Fonctionnement et dans le Projet d'établissement.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'approuver les modifications telles que présentées ci-dessus ;
- d'autoriser le Président à solliciter les financements auprès de la CAF, de la MSA, et d'autres financeurs ;
- d'autoriser le Président à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- le Président du Département sera informé des modifications apportées au règlement de fonctionnement et au projet d'établissement.

DELIBERATION PORTANT SUR LE PROJET D'ATELIERS MUSICAUX AU SEIN DE L'ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

M. Yves HOSTYN, Vice-Président en charge de la Culture et du Numérique rappelle que le Conseil communautaire a, par délibération du 29 juin 2022, approuvé le projet d'ateliers musicaux au sein de l'Ecole de Musique intercommunale pour des enfants, adolescents et jeunes adultes en situation de handicap, sur le site de Saint-Pol-sur-Ternoise.

Il propose de modifier les modalités d'accueil des élèves, ainsi que les modalités de financement.

Modes d'actions :

- 1) Rencontres programmées avec les acteurs locaux de l'ASRL (association d'action sociale et médico-sociale) /IME (institut médico éducatif) de Saint Michel, et le SESSAD (service d'éducation spéciale et de soins à domicile) ainsi que l'APF France Handicap
- 2) Proposer des ateliers de découverte et de pratiques musicales au sein de l'établissement
- 3) Mettre en place
 - a. 2 ateliers hebdomadaires, de pratique musicale adaptée, d'une heure chacun, à destination de la classe d'UEE, (Unité d'enseignement extérieure) encadrés par une référente handicap de l'établissement et un éducateur spécialisé
 - b. Des ateliers musicaux bimensuels, de pratique musicale adaptée, encadrés par deux professeurs référents handicap, deux autres enseignants et éducateur spécialisé

Ces ateliers sont conçus pour explorer et promouvoir une inclusion régulière, à terme. Ils permettront aux encadrants de réfléchir sur les pratiques et les stratégies pour intégrer de manière durable et continue des approches inclusives au sein de l'école de musique.

Aspect financier :

Le coût prévisionnel annuel de la prestation est calculé en fonction du nombre d'ateliers réalisés.

Il est proposé d'arrêter la participation de la Communauté de communes à ce dispositif, à hauteur de 75%, dans la limite d'une enveloppe annuelle fixée à 6 500€.

L'ASRL (IME) participe sur la base de 25% du coût annuel.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'approuver les nouvelles modalités liées au projet d'accueil des enfants, adolescents et jeunes adultes en situation de handicap, sur le site de Saint-Pol-sur-Ternoise, à compter de la rentrée scolaire de septembre 2024 ;
- d'arrêter les modalités de la participation financière de la Communauté de Communes, à hauteur de 75% du coût annuel de la prestation, dans la limite d'une enveloppe de 6 500€ par an ;
- d'autoriser le Président à signer la convention de partenariat ;
- d'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LA SAISON CULTURELLE 2025

M. Yves HOSTYN rappelle que le service culture a mis en place une saison culturelle variée, correspondant à la demande du territoire et répartie sur l'ensemble du territoire du Ternois.

Cette saison se divise en plusieurs types d'événements : grandes formes, petites formes, hors les murs. Elle y intègre des lieux de diffusion culturelle tels que l'école de musique et les médiathèques intercommunales.

M. HOSTYN précise que la saison 2025 vise à répondre à plusieurs objectifs : varier les champs artistiques, cibler une mixité de publics avec des actions de médiation auprès des scolaires, collégiens, lycéens et très jeune public. Elle rayonnera sur l'ensemble du Ternois, dans plusieurs communes, avec des spectacles de petites ou de grandes formes, ainsi que des spectacles itinérants.

La saison culturelle 2025 s'articule de la manière suivante :

- GRANDES FORMES :
 - Un concert de l'Orchestre National de Lille à la salle du COSEC de Pernes-en-Artois

- Un spectacle d'humour
- Un projet artistique autour des arts de la rue
- La participation à la 7^{ème} édition du dispositif Lille 3000, intitulée *Musique Fiesta*

- MOYENNES FORMES :

- Une exposition itinérante de photographies réalisées dans le cadre d'un projet intitulé *Portraits de familles*, en partenariat avec l'Institut pour la photographie des Hauts-de-France
- Un partenariat avec l'association Les Concerts de poche, incluant un concert ainsi que des ateliers à destination de la petite enfance
- Une représentation théâtrale intitulée *Roméo et Juliette avec distance*, à destination du tout public
- Une représentation théâtrale intitulée *Les voies de la liberté*, à destination du tout public dans l'une des médiathèques intercommunales
- Un concert de l'Orchestre des anciens musiciens du 43^{ème} RI à Auxi-le-Château

- PETITES FORMES :

- Un partenariat avec la Comédie de Béthune : *Notre Homère* incluant une représentation tout public à Fortel-en-Artois, ainsi qu'un spectacle Hors Les Murs
- Des contes tout public, dans le cadre du festival *Conteurs en campagne* proposés en itinérance sur le territoire aux communes volontaires, dans le cadre d'un appel à participation lancé à l'ensemble des élus
- Des ateliers de pratique artistique en partenariat avec la Comédie de Béthune et à destination du public scolaire
- Un concert de jazz en partenariat avec le conservatoire de Tourcoing à l'école de musique intercommunale
- Une représentation théâtrale intitulée *En forme !* à destination des écoles maternelles
- Une sortie hors les murs menée dans le cadre du Projet Educatif Territorial
- Trois concerts dans les médiathèques intercommunales et deux ateliers de pratique artistique, dans le cadre du festival Live entre les livres

Le budget pour l'ensemble de ces événements est estimé à 105 000€.

M. ARMAND, Maire d'Herlincourt et membre de la commission Culture déplore la faiblesse du montant du budget consacré à la Culture qui est le même depuis plusieurs années. Il consent que la situation actuelle impose de réaliser des économies (Cf. courrier du Président du Département du Pas-de-Calais). Il souhaite toutefois attirer l'attention des membres de l'assemblée sur la faiblesse du budget de la diffusion et non celui relatif à l'investissement par rapport au territoire que l'on représente. Il serait judicieux d'engager une réflexion avec les membres de la commission Tourisme sur la création d'un événement de grande envergure.

M. BRIDOUX souligne qu'en cette période de restrictions budgétaires, le premier budget qui va « en pâtir », est celui de la culture. Un programme est proposé et a le mérite d'exister. D'autres associations sur le territoire proposent également des programmes tout aussi variés.

Vu l'avis des membres du bureau, en sa séance du 15 octobre 2024,

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident avec une voix contre :

- d'approuver le projet de saison culturelle 2025 tel que présenté ci-dessus ;
- de solliciter les financements du Conseil Départemental et des autres partenaires permettant de faciliter la mise en œuvre de cette programmation ;
- de donner pouvoir au Président afin de fixer les tarifs d'entrée ;
- d'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents se rapportant à la présente délibération.

M. MELIN constate, en sa qualité de membre de la commission Culture, la faiblesse des crédits de ce budget. Il souligne que des subventions viennent en déduction de ce montant global. Il déplore que lorsque des événements n'ont pas lieu, les crédits ne sont pas reportés l'année suivante.

M. BRIDOUX précise qu'à ce montant de 105 000 € s'ajoute la participation à la SPL, dans le cadre du Tourisme, qui est de l'ordre de 450 000 €.

DELIBERATION PORTANT SUR LE PROJET D'AMENAGEMENT D'UN GIRATOIRE AU DROIT DE L'ECHANGEUR AVEC LA RD939 – DELEGATION DE COMPETENCE

M. le Président expose aux Délégués Communautaires que le projet de requalification de l'entrée sud de Saint-Pol-sur-Ternoise autour de la RD 916 doit permettre de sécuriser les cheminements doux entre la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise et la zone d'activités d'Herlin le Sec.

Le projet de création du rond-point giratoire desservira en effet, la zone d'Herlin le Sec, à forte densité économique, mais aussi la future gendarmerie dont la construction est attendue prochainement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1111-8 et R. 1111-1 ;

Considérant que le projet vise à fluidifier la circulation et s'avère essentiel pour répondre à la croissance du trafic routier et aux attentes de nos administrés en matière de sécurité ;

Considérant que ce projet vise à renforcer l'attractivité du territoire et à préserver la qualité de vie des habitants ;

Considérant que ce projet revêt de façon évidente un intérêt local localisé sur le domaine public routier départemental ;

Considérant que l'étude de faisabilité du projet a été travaillée en étroite collaboration avec les services du Département ;

Considérant que le cabinet d'études du groupe V2R a procédé à une estimation prévisionnelle des travaux, à hauteur de 1 220 000€ HT ;

Considérant que la Communauté de communes du Ternois, en sa séance du 24 mars 2023, a approuvé l'étude de faisabilité de V2R ;

Considérant que la Communauté de communes du Ternois n'exerce pas la compétence voirie ;

Considérant qu'en vertu de l'article L. 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Département du Pas-de-Calais peut déléguer tout ou partie de sa compétence voirie dont il est attributaire, y compris pour la réalisation de projets structurants pour son territoire, à la Communauté de communes du Ternois ;

Considérant qu'une convention de délégation devra être formalisée entre les parties en termes concordants, conformément à l'article R. 1111-1 du Code Général des Collectivités Territoriales susvisé ;

Considérant que la convention qui détermine la compétence déléguée, fixe la durée de la délégation de compétence, ainsi que les modalités de son renouvellement, définit les objectifs à atteindre et les modalités de contrôle de l'autorité délégante sur l'autorité délégataire ;

Considérant que la convention détermine également le cadre financier dans lequel s'exerce la délégation, les moyens de fonctionnement et les services éventuellement mis à la disposition de l'autorité délégataire ainsi que les conditions dans lesquelles des personnels de l'autorité délégante peuvent être mis à disposition de l'autorité délégataire ou détachés auprès d'elle ;

Considérant que la Communauté de communes du Ternois assure directement la prise en charge financière des travaux ;

Considérant que la convention est approuvée par délibérations concordantes des assemblées délibérantes du Département du Pas-de-Calais et de la Communauté de communes du Ternois, partie prenante ;

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- donnent un accord de principe favorable à la réalisation du projet d'aménagement du giratoire au droit de l'échangeur RD 939 ;
- approuvent le principe de la délégation de compétence ;
- autorisent le Président à entamer toute démarche nécessaire avec le Département du Pas-de-Calais, en vue de la signature d'une convention prévue à l'article L. 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- autorisent l'inscription des crédits nécessaires au budget ;
- donnent délégation au Président pour solliciter les financements nécessaires à la réalisation du projet (DETR, DSIL, ...) auprès de différents partenaires ;
- autorisent le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION RELATIVE A LA MISE EN PLACE DE LA CONVENTION « TERRITOIRE EDUCATIF RURAL DU TERNOIS »

Mme Ingrid GAILLARD, Vice-Présidente rappelle que la lutte contre les inégalités sociales et territoriales est le fondement de l'action engagée par l'Etat en matière éducative depuis plusieurs années.

La démarche territoires éducatifs ruraux (TER) s'inscrit dans cet objectif. Ce dispositif doit promouvoir une plus grande différenciation des politiques éducatives et permettre ainsi une meilleure prise en compte des spécificités des territoires ruraux, éloignés dans la mise en œuvre des politiques éducatives.

Trois grands objectifs sont définis au niveau national pour l'expérimentation :

- Mobiliser un réseau de coopération autour de l'école (en renforçant les articulations avec les projets des collectivités territoriales, les orientations des autres services de l'Etat et les dynamiques de l'ensemble des partenaires de l'école).
- Garantir aux jeunes ruraux un véritable pouvoir d'agir sur leur avenir (par le biais de l'accompagnement à l'orientation et des dispositifs d'égalité des chances telles que les cordées de la réussite).
- Renforcer l'attractivité et la professionnalisation de l'école rurale (par un meilleur accompagnement et la formation des personnels affectés dans les écoles isolées).

Les « Territoires éducatifs ruraux » sont un cadre de réflexion commun visant à garantir une offre éducative de qualité et de proximité pour tous les élèves. Ils reposent sur une démarche partenariale qui associe les familles et réunit, autour de l'enjeu éducatif, les services de l'Etat, les collectivités, les organismes sociaux, les partenaires associatifs et le secteur économique.

Le territoire éducatif rural du Ternois est constitué sur le territoire formé par la commune de Frévent et ses environs.

Les priorités dégagées, compte tenu des spécificités du Collège Cuallacci de Frévent, de son public et de son environnement social et culturel, se déclinent comme suit :

- Favoriser la réussite scolaire de tous les élèves - Différencier la prise en charge pédagogique pour la réussite des élèves les plus fragiles.
- Développer la mobilité, l'autonomie et la responsabilisation de tous élèves/Donner du sens aux apprentissages.
- Favoriser leur ouverture personnelle et culturelle en portant des projets ambitieux.

Une convention mise en place pour une durée de trois ans fixe les orientations stratégiques, le plan d'actions du territoire éducatif rural du Ternois, les modalités d'organisation, de financement et d'évaluation.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire décident à l'unanimité :

- d'autoriser le Président à signer la convention relative à l'établissement du Territoire Educatif Rural du Ternois et l'ensemble des documents se rapportant à la présente délibération.

INTERVENTION DU DIRECTEUR ACADEMIQUE DE L'EDUCATION NATIONALE

Cette intervention a été annulée pour des raisons organisationnelles. En effet, il est apparu plus opportun que la thématique soit abordée lors d'une réunion telle qu'une conférence des maires (configuration plus appropriée), dont la date et l'organisation seront déterminées ultérieurement d'un commun accord avec l'Inspection Académique.

INFORMATIONS DES DECISIONS DU PRESIDENT

Objet : M 57 Fongibilité des crédits – Décision budgétaire portant virement de crédits de chapitre à chapitre

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5217-10-6 ;

Vu la délibération n°3 du Conseil communautaire en date du 12 juillet 2023 portant adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M 57, à compter du 1 janvier 2024 ;

Vu le règlement budgétaire et financier adopté le 13 mars 2024 ;

Vu la délibération n°7 du Conseil communautaire en date du 9 avril 2024 portant sur la fongibilité des crédits ;

Vu l'autorisation donnée par l'assemblée délibérante, lors du vote du budget primitif le 9 avril 2024, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à hauteur de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections en fonctionnement et en investissement, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;

Vu la délibération n°17 du Conseil communautaire en date du 9 avril 2024 approuvant le budget primitif 2024 ;

Vu la demande formulée par le Pôle Ressources en date du 18 septembre 2024 et le formulaire associé ;

Considérant qu'il y a lieu d'effectuer des transferts de chapitre à chapitre afin de s'acquitter du montant de la facture liée à la formation des élus ;

Considérant que la fongibilité permet d'ajuster, dès que le besoin apparaît, la répartition des crédits sans modifier le montant global de la section concernée ;

Considérant que ces dispositions contribuent à améliorer l'efficacité de l'exécution budgétaire et la réactivité opérationnelle ;

Le Président a décidé en date du 15 octobre 2024 :

Article 1 : d'autoriser le virement de crédits selon les modalités suivantes :

Virement de crédits - dépenses - Budget Principal

VC2 Virement de crédits

Objet : Formation des élus

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	Chapitre	Article	Fonction	Montant
DE	11	611	O20	- 8 000,00 €
VERS	65	65315	O20	8 000,00 €

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L 5217-10-6 du Code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte du virement de crédits au prochain conseil communautaire.

Article 3 : Le Directeur général des services et le comptable public assignataire sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : Ampliation de la présente décision est transmise au contrôle de légalité et au comptable public assignataire de Saint-Pol-sur-Ternoise.

Objet : Transformation d'un bâtiment en tiers-lieu culturel à Saint-Pol-sur-Ternoise

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 5211-10 ;

Vu le Code de la Commande Publique en notamment les articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R.2123-7 ;

Vu les crédits inscrits au Budget 2024 ;

Vu la délibération du 15 juillet 2020 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres, des marchés subséquents et pour prendre toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu l'avis d'appel à concurrence publié le 08/07/2024 au Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics et sur la plateforme de dématérialisation le (CdG596280) ;

Considérant que la date de remise des offres a été fixée au 29/07/2024 à 12h00 ;

Vu le rapport d'analyse des candidatures et des offres en fonction des critères indiqués au règlement de consultation dudit marché ;

Considérant les offres économiques les plus avantageuses ;

Le Président a décidé en date du 28 octobre 2024 :

Article 1 : de conclure et signer les lots n°1, n°2, n°7, n°12 et n°13 du marché relatif à la transformation d'un bâtiment en tiers-lieu culturel à Saint Pol avec les entreprises reprises ci-après :

Lot	Designation	Entreprise	Adresse	Montant HT
1	Démolition	LBS DEMOLITION	10 rue de Madrid – 62730 LES ATTAQUES	45 881,33 €
2	Gros-Oeuvre	SAS PATOU	1 rue verte – 62130 FOUFFLIN RICAMETZ	248 480,00 €
7	Menuiseries extérieures - Serrurerie	SAS DELIGNY	170 rue d'Hesdin – 62130 SAINT- POL-SUR-TERNOISE	145 000,00 €
12	Carrelage - Faïence	SAS AVANTI	10 B RUE Victor Hugo – 80800 VILLERS BRETONNEUX	45 000,00 €
13	Electricité CFA/CFO/SSI/PV	G.E.W. SARL	ZAL du Promet – 62410 WINGLES	215 000,00 €

Objet : Transformation d'un bâtiment en Tiers-lieu culturel à Saint-Pol-sur-Ternoise

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 5211-10 ;

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R.2123-7 ;

Vu les crédits inscrits au Budget 2024 ;

Vu la délibération du 15 juillet 2020 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres, des marchés subséquents et pour prendre toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu l'avis d'appel à concurrence publié le 02/08/2024 au Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics et sur la plateforme de dématérialisation le (CdG596280) ;

Considérant que la date de remise des offres a été fixée au 11/09/2024 à 12h00 ;

Vu le rapport d'analyse des candidatures et des offres en fonction des critères indiqués au règlement de consultation dudit marché ;

Considérant les offres économiques les plus avantageuses ;

Le Président a décidé en date du 28 octobre 2024 :

Article 1 : de conclure et signer les lots n°3 et n°6 du marché relatif à la transformation d'un bâtiment en Tiers-lieu culturel à Saint Pol avec les entreprises reprises ci-après :

Lot	Designation	Entreprise	Adresse	Montant HT
3	Charpente métallique	SAS DELIGNY	170 rue d'Hesdin Gauchin Verloingt – 62130 SAINT POL SUR TERNOISE	217 000,00 €
6	Ravalement	SARL LES FACADIERS PICARDS	128 rue Sully – 80000 AMIENS	37 000,00 €

Objet : Transformation d'un bâtiment en Tiers-lieu culturel à Saint-Pol-sur-Ternoise

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 5211-10 ;

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R.2123-7 ;

Vu les crédits inscrits au Budget 2024 ;

Vu la délibération du 15 juillet 2020 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres, des marchés subséquents et pour prendre toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu l'avis d'appel à concurrence publié le 08/07/2024 au Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics et sur la plateforme de dématérialisation le (CdG596280) ;

Considérant que la date de remise des offres a été fixée au 29/07/2024 à 12h00 ;

Vu le rapport d'analyse des candidatures et des offres en fonction des critères indiqués au règlement de consultation dudit marché ;

Considérant les offres économiques les plus avantageuses ;

Le Président a décidé en date du 28 octobre 2024 :

Article 1 : de conclure et signer les lots n°4, n°5, n°8, n°9, n°10, n°11, n°14 et n°15 du marché relatif à la transformation d'un bâtiment en Tiers-lieu culturel à Saint Pol avec les entreprises reprises ci-après :

Lot	Designation	Entreprise	Adresse	Montant HT
4	Couverture	SARL AUPAIX COUVERTURE	86 Bis route nationale – 62130 ROELLECOURT	173 470,67 €
5	Etanchéité	SARL AUPAIX COUVERTURE	86 Bis route nationale – 62130 ROELLECOURT	370 350,03 €
8	Isolation thermique par l'intérieur – Cloisons – Menuiseries intérieures	AA AMENAGEMENT	Rue des jolis champs – 62800 LIEVIN	575 000,00 €
9	Plafonds modulaires	SASU P&L AMENAGEMENT INTERIEUR	19 rue Jean Jaurès – 59780 MARCHIENNES	104 999,15 €

10	Peinture	SARL DERACHE ET FILS	680 rue d'Houdain – 62127 MONCHY BRETON	60 000,00 €
11	Revêtements de sol souple	MUR ET SOL - PRM	80 rue Molière – 80000 AMIENS	41 500,00 €
14	Plomberie – Sanitaire – Chauffage – Ventilation - Climatisation	CVCA ENERGIES	4 rue G. Lefebvre – 59151 ARLEUX	440 000,00 €
15	Gradin mobile	SAMIA DEVIANNE	16 avenue de la Gardie – 34510 FLORENSAC	62 000,00 €

Objet : Fourniture de bacs roulants pour la collecte des déchets ménagers, recyclables secs et végétaux

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 5211-10 ;

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R.2323-7 ;

Vu les crédits inscrits au Budget 2024 ;

Vu la délibération du 15 juillet 2020 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres, des marchés subséquents et pour prendre toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu l'avis d'appel à concurrence publié au Bulletin officiel des annonces des marchés publics et sur la plateforme de dématérialisation le 02/09/2024 (CdG596280) ;

Considérant que la date de remise des offres a été fixée au 03/10/2024 à 12h00 ;

Vu le rapport d'analyse des candidatures et des offres en fonction des critères indiqués au règlement de consultation dudit marché ;

Considérant que l'offre économiquement la plus avantageuse émane de la société SULO France 1 rue du Débarcadère 92700 COLOMBES.

Le Président a décidé en date du 15 octobre 2024 :

De conclure et signer le marché relatif à la fourniture de bacs roulants pour la collecte des déchets ménagers, recyclables secs et végétaux avec la société SULO France 1 rue du Débarcadère 92700 COLOMBES. Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes d'un montant minimum de 5 000 € HT et d'un montant maximum de 200 000 € HT conclu pour une durée de 48 mois à compter de sa notification.

Objet : Organisation de séjour de vacances Hiver 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 5211-10 ;

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 2123-1 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et R. 2123-1 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 concernant la procédure adaptée ;

Vu les crédits inscrits au Budget 2024 ;

Vu la délibération du 15 juillet 2020 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres, des marchés subséquents, et pour prendre toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu l'avis d'appel à concurrence publié à La Voix du Nord et sur la plateforme de dématérialisation le 14/10/2024 (CdG596280) ;

Vu la date de remise des offres fixée au 28/10/2024 à 12h00 ;

Vu le rapport d'analyse des offres et des candidatures tenant compte des critères de sélection des candidatures et de jugement des offres, indiqués au règlement de consultation du dit marché ;

Considérant l'offre économiquement la plus avantageuse émanant de l'ASSOCIATION Rev Alizes 73 rue du Turenne - 59000 LILLE

Le Président a décidé en date du 08 novembre 2024 :

De conclure et signer le marché relatif à l'organisation de séjours de vacances Hiver 2025 pour enfants et jeunes avec l'ASSOCIATION Rev Alizes 73 rue du Turenne -59000 LILLE pour un prix du séjour de 875 € TTC/enfant. Le présent marché est conclu pour un séjour, qui se déroulera pendant les vacances d'hiver de la zone B, soit entre le 7 et 23 février 2025 pour une durée de 8 jours transport inclus.

QUESTIONS DIVERSES

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h12.

Le Président



M. BRIDOUX